

(1)

(N° 35.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 27 MARS 1945.

Rapport de la Commission de revision du Règlement (1) chargée d'examiner les propositions de modifications du Règlement de M. le baron Moyersoen et de M. Rolin.

(Voir les n°s 9 et 10 du Sénat.)

MESDAMES, MESSIEURS.

La proposition qui a fait l'objet de l'examen de votre Commission spéciale poursuit un triple but : étendre les pouvoirs du président et renforcer son autorité, ensuite donner aux travaux de la Haute Assemblée un meilleur rendement, et enfin, à l'occasion de cet examen, revoir par ci par là la rédaction de certains textes afin de leur assurer plus de précision et de clarté.

Le genèse de la proposition se trouve certes dans le régime parlementaire que notre pays a connu, les dernières années avant la guerre. Le parlement avait ses détracteurs. Il y en avait qui voulaient substituer au régime démocratique celui dont ils prenaient modèle dans les pays qui bientôt allaient démontrer où la dictature mène les peuples. De là les incidents créés avec le seul but, de jeter le discrédit sur le parlement.

Cela ne signifie nullement, et nous nous hâtons de l'ajouter, que tout reproche à l'égard du régime manquait de fondement. Les membres de l'Assemblée sont les premiers à le reconnaître, voire même d'ajouter qu'à défaut de prendre des mesures radicales, le régime aurait à subir des heures terribles, si pas tragiques.

Depuis lors la guerre a passé par le pays et la libération est venue.

Le pays a pu se rendre compte où est la vraie démocratie. D'une part, il a vu les états totalitaires dont le parlement n'avait pour mission que d'approuver les mesures prises par la dictature ; d'autre part, les états démocratiques où, même aux moments les plus tragiques, le parlement garda son franc-parler et sa complète liberté.

Aux états totalitaires il n'a servi de rien d'empêcher le peuple à penser librement ; tout ce qu'ils ont pu faire c'est mener celui-ci à la ruine ; quant aux états démocratiques, ils sortent victorieux de la lutte et commandent demain les conditions qui régiront, dans le monde entier, la paix.

(1) La Commission, présidée par M. Leyniers, vice-président du Sénat, était composée des Membres du Bureau et de MM. le Baron Moyersoen, Rutten, Servais, Rolin, Harmegnies et Henricot. — Rapporteur : M. J.-J. De Clercq.

A la terreur, qui est à la base de la dictature, s'oppose la collaboration franche et loyale de la nation.

Mais si la démocratie est parvenue à sauver le monde, ce n'est pas sans s'imposer à elle-même une très forte discipline. C'est cette discipline qui l'a sauvée.

Beaucoup de ceux qui furent parmi les détracteurs d'avant guerre ont fini par apprécier plus justement ce que quatre années d'occupation leur ont permis de connaître de près.

Une réforme profonde s'imposait dès avant la guerre, et en tout premier lieu il fallait étendre l'autorité, les pouvoirs présidentiels. Contre certaines manœuvres, il faut pouvoir réagir d'autorité, et immédiatement. Pour cela, il faut faire confiance à la sagesse de celui qui préside à nos travaux. Cette confiance lui permet de prendre en pleine responsabilité et avant qu'une manœuvre ait pu réussir, les mesures nécessaires pour empêcher le débat de dévier de son objet, et la séance de perdre son prestige.

C'est là la préoccupation dominante de la proposition.

Votre Commission s'en est à son tour inspirée et soumet au vote de la Haute Assemblée la proposition, avec la conviction que celle-ci voudra lui accorder un accueil favorable.

Analyse des articles.

ART. 9.

Il convient que le Président de l'Assemblée ne soit pas l'élu d'une majorité accidentelle de séance, mais de la majorité effective du Sénat. Si l'on ne veut laisser porter atteinte à l'autorité présidentielle, et conséquemment au prestige du Sénat, il est indispensable que l'élu possède la confiance exprimée par la majorité réelle ; et ce dès le moment où il est appelé à ces hautes fonctions. Aujourd'hui, plus que jamais, un incident comme celui que rappelle la justification de la proposition (proposition p. 2). doit être évité.

L'amendement que votre Commission a adopté par 11 voix contre 1 pose comme condition que le président doit obtenir la majorité des membres présents.

Cette disposition doit évidemment être complétée par celle de l'article 56, paragraphe 3, qui prescrit que le Sénat ne peut prendre de résolution qu'autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

Ainsi toute majorité accidentelle se trouve exclue.

ART. 12. — Fonctions du Président.

L'amendement propose d'ajouter aux fonctions du Président :

- a) celle de fixer l'ordre du jour du Sénat ;
- b) de conduire et de clôturer les débats.

Plusieurs membres ont exprimé l'opinion qu'en confiant au Président la fonction d'arrêter l'ordre du jour, il lui serait accordé un droit quelque peu excessif, lui permettant éventuellement de mettre en veilleuse la discussion sur un objet déterminé. D'autres membres y ont répondu qu'en ce faisant, le Président ferait œuvre de partisan, ce qui rendrait impossible vraisemblablement sa réélection.

Votre Commission, par 11 voix contre une, estime que la fixation de l'ordre du jour appartient au Sénat; en conséquence, elle rejette cette première partie de l'amendement. Elle adopte, à l'unanimité, la seconde partie, sous réserve de ce qui est dit à l'article 27 du règlement.

ART. 17. — Ordre du jour.

L'amendement a pour objet de mieux ordonner les travaux du Sénat.

a) Il réserve les mardi, jeudi et vendredi aux réunions du Sénat, le mercredi à celles des Commissions.

b) Il propose que les Commissions se réunissent en dehors des séances publiques.

La première partie de l'amendement fut rejetée. Plusieurs membres ont fait observer, qu'en proposant au Sénat de se réunir quatre jours par semaine, c'était pratiquement empêcher les membres de vaquer à leurs occupations professionnelles et qu'en outre, dans le passé, avec trois jours de séance par semaine, il y avait déjà trop d'absentéisme; celui-ci ne pourrait que s'aggraver en y ajoutant un quatrième jour.

Quant à la seconde partie, elle fut adoptée.

Il est élémentaire que lorsque le Sénat se réunit, les membres soient en séance, et non pas en commission. Dans certains cas exceptionnels, il peut y avoir néanmoins urgence; c'est le Président du Sénat qui en jugera.

ART. 22. — Ordre de parole.

Le premier alinéa de la proposition ne comporte qu'une simplification de rédaction.

Par contre, les quatrième et cinquième alinéas étendent les pouvoirs du Président. Désormais le Président peut donner l'autorisation de prendre une troisième fois la parole, de même il peut limiter le temps de parole de tous les orateurs.

Le motif de cette proposition est que le Président est un juge plus objectif et impartial que l'Assemblée. A certains moments il est d'ailleurs plus difficile à l'assemblée de juger de l'opportunité de prolonger ou de diminuer l'ampleur du débat. Trop de facteurs, étrangers à celui-ci, peuvent se faire valoir. C'est pourquoi votre Commission propose de laisser le président juge de la décision à prendre.

Là où le paragraphe 5 du règlement, devenu le paragraphe 4 du texte proposé, est muet sur l'autorité qui décide des dérogations à l'ordre des inscriptions, le nouveau texte propose, *in terminis*, de donner ce droit au président.

Quant au paragraphe 6, le texte adopté propose de consacrer définitivement comme règle, la pratique déjà constante, que c'est de la tribune que parle l'orateur.

ART. 23. — Police de la tribune.

La modification à cet article vise uniquement une rédaction plus précise.

ART. 24. — Rappel à la question.

Pour retirer la parole à un orateur qui, déjà deux fois rappelé à la question, s'en écarte de nouveau, le Président doit consulter l'assemblée; désormais, sui-

vant la proposition de votre Commission, cette consultation préalable est jugée inutile. La responsabilité de la conduite du débat est confiée au Président, (art. 12 amendé), il convient de lui laisser la décision à prendre.

ART. 25. — Priorité.

La motion d'ordre est un des moyens adéquats pour faire traîner le débat, ou empêcher un vote. Il y a des motions d'ordre qui sont intempestives, d'autres qui ont pour but et pour résultat d'interrompre purement et simplement le débat. Or, il s'agit de savoir si le débat peut ou doit être interrompu.

Suivant l'article 25 du règlement il faut que le Président réfère à l'Assemblée qui doit en ce cas décider de la recevabilité ou de l'opportunité de la motion. Presqu'inévitablement il en résulte une discussion qui entrave la marche normale des travaux.

Votre Commission, par 7 voix contre 2, laisse désormais le Président de l'assemblée juge.

ART. 26. — Amendements.

L'amendement proposé par votre Commission ne comporte qu'une modification de rédaction.

ART. 27. — Clôture des discussions.

Ce texte comporte une nouvelle et judicieuse extension des pouvoirs du Président. Lorsque dix membres demandent la clôture d'une discussion, celui-ci jugera si à cette demande il peut être fait droit.

Cette décision évitera parfois de longs débats, trop souvent inutiles.

Le dernier alinéa de l'article a été renvoyé à l'article 30 où est plus exactement sa place.

Le texte, dans la forme qui vous est proposée, a été adopté par 10 voix contre 4.

ART. 28. — Votes.

Le vote par appel nominal est un autre moyen de faire durer inutilement le débat. Le règlement prévoit que dix membres peuvent le demander, mais si le bureau le juge utile, le nom de ceux-ci sera inscrit au procès-verbal, et ensuite, si le Sénat n'est pas en nombre, le vote doit être repris au début de la séance suivante, avant toute autre *communication*.

En fait, le bureau n'a jamais fait usage de la faculté lui conférée; au surplus cette mesure n'est guère pratique.

Conformément au but poursuivi par la proposition il faut confier *au Président* cette faculté.

Ensuite, si l'assemblée n'est pas en nombre dès le début de la séance, il faudrait reprendre le vote une deuxième fois. Pour y obvier il est proposé que le vote ait lieu avant tout autre *débat*.

La proposition présentée par M. le baron Moyersoen fut amendée par M. Rolin. C'est le texte qu'à l'unanimité votre Commission propose d'adopter.

ART. 30. — Votes par assis et levé.

Dans sa rédaction actuelle le règlement prévoit que le Président et les secrétaires décident du résultat de l'épreuve. Il s'agit évidemment — et c'est l'objet de la modification — des secrétaires de séance.

ART. 32. — Questions.

Conformément à l'économie de la proposition c'est le Président et non le bureau du Sénat qui décide qu'il n'y a pas lieu de reproduire une question au Bulletin des Questions et Réponses.

ART. 33. — Interpellations.

La proposition donne au Président de l'Assemblée le droit de décider, après avoir entendu le membre intéressé, qu'il n'y a pas lieu de donner au Sénat connaissance d'une interpellation. Dans sa majorité, votre Commission n'a pas cru devoir suivre cette suggestion.

Quant à la durée de l'interpellation, votre Commission propose comme règle générale celle d'une demie heure — sauf décision contraire de l'Assemblée — et avec la même intention, la limitation pour les autres orateurs que l'interpellateur, du temps de parole à dix minutes.

Votre Commission vous demande de supprimer le 5^o de l'article.

Le Sénat remarquera que le nouveau texte de l'article est plus rationnel dans la succession des différents alinéas.

ART. 35. — Congés.

Le texte proposé ne comporte qu'une modification de rédaction, encore qu'un certain nombre de membres de votre Commission voudrait voir sanctionner l'absence.

La présence aux séances publiques et aux Commissions est un devoir moral élémentaire du mandataire de la Nation. Votre Commission ne peut que regretter un absentéisme injustifié. Tout particulièrement, au moment où certaine presse ne manque aucune occasion de faire des critiques de l'action du parlement, elle demande avec instance à tous les membres de la Haute Assemblée de s'acquitter scrupuleusement de leur devoir de présence. Mieux que toute sanction, cette présence défendra le régime parlementaire contre ses détracteurs.

Votre Commission, au surplus, estime que les groupes ont à cet égard à prendre des mesures contre les membres qui restent en défaut de s'acquitter, comme il convient, de leur devoir.

Il y va du maintien de l'institution elle-même.

ART. 36. — Rappel à l'ordre. — Exclusion.

Il est de fait que dans l'état actuel du règlement, le rappel à l'ordre soulève toujours un débat et parfois même des incidents qui ne sont pas de nature à relever le prestige du parlement.

L'objectivité commande à qui désire défendre le régime parlementaire, de reconnaître que là git une faiblesse à laquelle il faut absolument remédier.

Votre Commission a tenu compte de deux éléments : d'abord la nécessité de prendre une sanction dès l'instant où un membre trouble l'ordre et en même temps d'éviter que cette sanction ne fasse dévier la discussion, ce qui est trop souvent le but poursuivi ; ensuite il y a lieu de respecter le droit de la défense.

C'est pourquoi elle autorise le Président de l'Assemblée à rappeler le membre à l'ordre, si celui-ci récidive, à le faire une deuxième fois mais avec inscription au procès-verbal, et enfin, si néanmoins le membre persiste, à prononcer l'exclusion temporaire.

Cette première mesure permet d'agir promptement. L'autorité présidentielle commande de lui conférer ce droit sans consulter l'Assemblée ; sinon il s'ouvre généralement une discussion qui est en dehors de tout le débat. Il n'y a pas lieu de craindre que le Président, investi de la confiance de l'Assemblée, abuse du pouvoir disciplinaire lui donné.

Quant au membre rappelé à l'ordre, voire même expulsé, il a toutefois le droit de se défendre. Le droit de la défense est sacré ; votre Commission ne songe pas à y porter atteinte.

C'est pourquoi elle propose que l'intéressé puisse en appeler au bureau et qu'ultérieurement soit communiquée à l'Assemblée la suite réservée à cet appel.

Le débat public, généralement voulu spectaculaire par l'auteur de l'incident, est ainsi évité, et le droit de la défense est respecté.

Dans son texte primitif la proposition ne visait que la récidive. Votre Commission a estimé que sur le même pied que la récidive il fallait mettre le cas grave, par exemple le membre qui se permet de se livrer à des voies de fait. D'où l'ajoute à l'alinéa 2 « et dans les cas graves ».

ART 37. — Censure. Exclusion.

Par l'adoption de la nouvelle rédaction de l'article 36 la disposition de l'article 37 devient inutile. Il y a donc lieu de la supprimer.

ART. 38-39.

Il s'agit d'une seule et même sanction. Il n'y a pas lieu de disposer par deux articles différents. D'où la réunion en un seul.

ART. 40.

Votre Commission a estimé qu'il y avait lieu de mettre mieux au point le texte et de porter à dix le nombre de séances pour lesquelles l'exclusion est encourue.

ART. 41-42.

Les amendements à ces articles sont retirés.

ART. 46. — Projets de loi et propositions.

Votre Commission propose de laisser à l'Assemblée et à son Président le droit de décréter l'urgence.

Elle a chargé son rapporteur d'attirer l'attention sur la nécessité de renvoyer certains projets devant les Commissions réunies. Il arrive, en effet, qu'un projet intéresse au même titre la Commission des Finances, des Affaires Economiques, etc. Il convient, dès lors, que ces Commissions siègent ensemble pour l'examen du projet ou de la proposition.

ART. 48.

Votre Commission vous propose d'adopter, modifié quelque peu dans sa rédaction, l'amendement de M. Rolin.

Avec lui elle a estimé qu'il faut alléger, dans la mesure du possible, des formalités qui retardent inutilement la discussion des propositions de loi. Si le Président est d'avis que la proposition peut être discutée il en ordonnera l'impression et la discussion; dans le cas contraire, il la renverra devant la Commission compétente.

ART. 52. — Amendements.

Les trois derniers alinéas de l'article 52 doivent être supprimés. En effet, la règle est que plus aucun texte n'est soumis au vote s'il n'est bilingue.

ART. 57. — Discussion et vote des budgets.

Votre Commission insiste pour que l'Assemblée se tienne à la rigueur de l'article 57 et renonce à une fâcheuse habitude qui commence à s'introduire. Il y a la discussion générale et celle des articles. L'orateur qui a laissé passer son tour de parole dans la discussion générale n'a pas le droit de reprendre celle-ci à l'occasion des articles. Aussi votre Commission estime qu'il y a lieu de lui retirer la parole.

Pour le surplus, les modifications proposées ne concernent que la rédaction.

ART. 59. — Nomination des Commissions.

L'amendement proposé à l'article 59 est retiré sauf une légère modification de rédaction à l'avant-dernier alinéa, et une modification de procédure au dernier alinéa.

En fait, ce sont les groupes qui proposent les membres qui feront partie des Commissions et l'Assemblée approuve. Or, la composition du bureau reflète celle des groupes. Aussi c'est désormais le bureau qui ferait la désignation, au lieu et place de l'Assemblée.

ART. 60-63. — Rapports.

Après examen des réflexions exprimées par la proposition à l'article 60, au sujet du contenu des rapports, votre Commission a estimé ne pouvoir entrer dans la voie préconisée. Le contenu d'un rapport ne peut, en effet, se limiter à l'analyse des délibérations et à des conclusions motivées. Il suffira de citer en exemple les rapports sur les budgets. L'examen par la Commission compétente se borne souvent à une série, parfois fort grande, de questions auxquelles les membres qui les posent désirent trouver la réponse dans le rapport. Les considérations générales, quant à la politique du Gouvernement et les résultats de cette politique, sont alors souvent l'œuvre personnelle du rapporteur.

On comprend le désir exprimé par le Greffe; il est certain qu'il en résulte pour lui un surcroît de travail considérable. Encore faut-il que le remède ne soit pire que le mal. En effet, si un membre a opiné qu'un long rapport n'est pas lu, d'autres membres ont demandé si les parlementaires avaient le temps de lire les textes des projets et propositions et ont fait valoir que le travail parlementaire est devenu avant tout un travail de spécialistes. La preuve en est la série parfois interminable des questions.

La Commission s'est bornée à exprimer le désir qu'en cette matière les rapporteurs s'inspirent de la nécessité de répondre à l'intérêt général.

* * *

De même à l'article 63 la proposition d'amendement déférant au désir exprimé par le Greffe, demande de réduire les délais pour le dépôt des rapports.

Cette proposition aboutit en pratique à la suppression de presque toutes les questions posées par les membres. En effet, il faut l'occasion de poser les questions à la réunion de la Commission, pour le rapporteur celle de les formuler et de les transmettre au département, à celui-ci de répondre, au rapporteur à son tour de les inclure dans son rapport, avec éventuellement la conclusion y afférente. Et ce n'est pas parce qu'un budget est voté par l'une des Chambres que l'autre doit se borner à un examen sommaire.

Fixer un délai de deux ou quatre semaines c'est supprimer en fait si pas la question, tout au moins souvent la réponse et surtout la discussion et la conclusion.

Le rôle du Parlement est de contrôler les dépenses de l'État; ces dépenses sont formulées dans les budgets. Il convient de laisser au Parlement le temps de les examiner comme de droit.

D'ailleurs, si le Gouvernement voulait déposer les budgets en temps utile, la discussion y gagnerait de nombreux mois.

L'amendement à l'article 63 a été retiré.

ART. 61. — Fonctionnement des Commissions.

L'amendement est retiré par suite du rejet de celui proposé à l'article 59.

ART. 62.

L'amendement ne comporte qu'une modification de rédaction.

ART. 64. — Pétitions.

A l'alinéa 3 votre Commission propose de confier au Président le soin de fixer le jour de la discussion de la pétition.

ART. 65. — Commission du travail parlementaire.

L'amendement à l'alinéa 2, proposé par votre Commission, confie la composition de la Commission du travail parlementaire au bureau qui, de par sa composition, comme il est dit à l'article 59, reflète la composition politique de l'Assemblée.

ART. 66. — Commissions spéciales.

L'amendement est retiré.

ART. 72 et 77.

Les amendements à ces articles règlent les fonctions des questeurs et celles du greffier.

* * *

Votre Commission a adopté à l'unanimité la proposition et le rapport.

Le Rapporteur,
J.-J. DE CLERCQ.

Le Président,
R. LEYNIERS.

(ANNEXE AU N° 35.)

SÉNAT DE BELGIQUE

COMMISSION DE REVISION DU RÈGLEMENT.

TEXTE ACTUEL

ART. 9. — 1. Toutes ces nominations se font à la majorité absolue des suffrages.

2. Si, après le premier tour de scrutin, aucun membre n'obtient la majorité absolue, un scrutin de ballottage a lieu entre les deux membres qui ont obtenu le plus de voix.

3. Dans tous les cas de parité de suffrages, les plus âgés sont préférés.

4. Les mêmes règles sont appliquées pour toutes les élections et présentations de candidats confiées au Sénat.

Fonctions du président.

ART. 12. — Les fonctions du président sont de maintenir l'ordre dans l'assemblée, de faire observer le règlement, d'accorder la parole, de poser les questions, d'annoncer les résultats des votes, de prononcer les décisions du Sénat et de porter la parole en son nom et conformément à son vœu.

TEXTE PROPOSÉ par la COMMISSION

ART. 9. — (Comme ci-contre.)

2. *Sauf ce qui est dit ci-après pour l'élection du Président*, si, après le premier tour de scrutin, aucun membre n'obtient la majorité absolue, un scrutin de ballottage a lieu entre les deux membres qui ont obtenu le plus de voix.

3. (Comme ci-contre.)

4. (Comme ci-contre.)

5. *Le président n'est proclamé élu que s'il obtient la majorité absolue des suffrages des membres présents. Si, au second tour de scrutin, aucun des deux candidats n'obtient cette majorité, la séance est levée et la nomination des membres du Bureau est remise à la séance suivante.*

Fonctions du président.

ART. 12. — Les fonctions du président sont de maintenir l'ordre dans l'assemblée, de faire observer le règlement, *de conduire et de clôturer les débats*, d'accorder la parole, de poser les questions, d'annoncer les résultats des votes, de prononcer les décisions du Sénat et de porter la parole en son nom et conformément à son vœu.

TEXTE ACTUEL

Il ne peut prendre la parole dans un débat que pour présenter l'état de la question et y ramener; s'il veut discuter, il quitte le fauteuil, et ne peut le reprendre avant que la discussion sur la question soit terminée.

CHAPITRE IV.

DES SÉANCES.

Ordre du jour.

ART. 17. — Le président ouvre et clôture les séances. Il indique, au cours ou à la fin de chaque réunion, après avoir consulté l'assemblée, le jour et l'heure de la séance suivante et l'ordre du jour, lequel est affiché dans un local du Sénat et mentionné dans les convocations.

Ouverture des séances.

Sauf décision contraire de l'assemblée, la séance s'ouvre à 14 heures et se clôture à 17 heures.

Appel nominal.

Si, au cours de la séance, un appel nominal fait constater que l'assemblée ne se trouve plus en nombre suffisant pour délibérer, les noms des membres présents, absents et excusés sont mentionnés au procès-verbal et publiés aux *Annales parlementaires* et au *Compte-rendu analytique*,

Ordre de parole.

ART. 22. — 1. Aucun sénateur ne peut parler qu'après s'être fait inscrire ou avoir demandé la parole et, dans l'un et l'autre cas, après l'avoir obtenue.

2. Les demandes d'inscription ne sont pas accueillies avant le dépôt du rapport sur l'objet de la discussion.

TEXTE PROPOSÉ par la COMMISSION

(Comme ci-contre.)

CHAPITRE IV.

DES SÉANCES.

Ordre du jour.

ART. 17. (Comme ci-contre.)

Ouverture des séances.

Sauf décision contraire de l'assemblée, la séance s'ouvre à 14 heures et se clôture à 17 heures.

Les Commissions ne peuvent procéder à leurs travaux et les poursuivre pendant la durée des séances publiques, sous réserve des cas spéciaux dont le président du Sénat est juge.

Appel nominal

(Comme ci-contre.)

Ordre de parole.

ART. 22. — 1. *Aucun sénateur ne peut parler qu'après s'être fait inscrire ou avoir obtenu la parole.*

2. (Comme ci-contre.)

TEXTE ACTUEL

3. La parole est accordée suivant l'ordre des inscriptions et des demandes.

4. Sauf l'auteur et le rapporteur d'une proposition, qui sont entendus quand ils le désirent, nul ne parle plus de deux fois sur la même question, à moins que l'assemblée ne l'y autorise. Celle-ci peut, au cours de la discussion, limiter le temps de parole des orateurs.

5. Il peut aussi être dérogé à l'ordre des inscriptions et des demandes pour accorder la parole alternativement *pour, sur et contre* la proposition en discussion.

6. L'orateur parle debout, de la tribune, de la place qui lui est assignée dans la salle ou d'une des places assignées aux membres du groupe auquel il appartient.

7. Il ne s'adresse qu'au président ou à l'assemblée.

Police de la tribune.

ART. 23. — Toute imputation de mauvaise intention, toute personnalité sont défendues sous peine de rappel à l'ordre, qui pourra être prononcé conformément à l'article 36.

Rappel à la question.

ART. 24. — Si un orateur s'écarte de la question, le président seul l'y rappelle. Si, dans la même discussion, après avoir été deux fois rappelé à la question, l'orateur s'en écarte de nouveau, le président consulte l'assemblée pour savoir si la parole sera retirée à l'orateur jusqu'à épuisement de l'objet en discussion.

TEXTE PROPOSÉ par la COMMISSION

3. (Comme ci-contre.)

4. *Le président peut déroger à l'ordre des inscriptions et des demandes et accorder la parole alternativement pour, sur et contre la proposition en discussion.*

5. Sauf l'auteur et le rapporteur d'une proposition, qui sont entendus quand ils le désirent, nul ne parle plus de deux fois sur la même question, *à moins d'une autorisation spéciale du président. Celui-ci peut limiter le temps de parole de tous les orateurs.*

6. *L'orateur parle de la tribune, il ne s'adresse qu'au président ou à l'assemblée.*

Police de la tribune.

ART. 23. — Toute imputation de mauvaise intention, toute *allusion personnelle offensante* sont défendues sous peine de rappel à l'ordre, qui *est* prononcé conformément à l'article 36.

Rappel à la question.

ART. 24. — Si un orateur s'écarte de la question, le président seul l'y rappelle. Si, dans la même discussion, après avoir été deux fois rappelé à la question, l'orateur s'en écarte de nouveau, *le président lui retire la parole jusqu'à la fin de la discussion en cours.*

TEXTE ACTUEL

Priorité.

ART. 25. — Il est toujours permis de demander la parole :

- 1^o Pour proposer la question préalable contre toute discussion ultérieure;
- 2^o Pour demander l'ajournement;
- 3^o Pour le rappel au règlement;
- 4^o Pour répondre à un fait personnel.

Ces demandes ont la préférence sur la question principale dont elles suspendent la discussion, et sont mises aux voix par assis et levé avant cette question.

Motion d'ordre.

Toute motion relative à l'ordre des travaux de l'assemblée ou pour le redressement d'un fait allégué doit, au préalable, être communiquée, par écrit, au président, qui juge de sa recevabilité ou de son opportunité.

Si le président déclare la motion recevable, il fixe le moment où elle peut être présentée. Son développement ne peut dépasser dix minutes. Le membre intéressé peut seul prendre la parole.

Au cas où la décision du président ne donne pas satisfaction et si le membre insiste, le président consulte le Sénat qui se prononce sans débat, par assis et levé.

Ordre des votes.

Division de droit. Amendements.

ART. 26. — Si une question est complexe, la division est de droit lorsqu'elle est demandée.

Les amendements sont mis aux voix avant la proposition primitive, et les sous-amendements avant les amendements.

TEXTE PROPOSÉ par la COMMISSION

Priorité.

ART. 25. — Il est toujours permis de demander la parole :

- 1^o Pour proposer la question préalable contre toute discussion ultérieure;
- 2^o Pour demander l'ajournement;
- 3^o Pour le rappel au règlement;
- 4^o Pour répondre à un fait personnel.

Ces demandes ont la préférence sur la question principale dont elles suspendent la discussion. *Le président décide de la suite qu'il convient de leur donner.*

Motion d'ordre.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(A supprimer.)

Ordre des votes. Division de droit.

(Comme ci-contre.)

Amendements.

(Comme ci-contre.)

TEXTE ACTUEL

Entre les propositions présentant ce caractère que le vote des unes exclut le vote des autres, celles qui peuvent être mises aux voix sans exclure le vote des autres ont la priorité; entre les propositions dont le vote des unes exclut la mise aux voix des autres, la priorité est attribuée à celles qui ont le plus d'étendue.

Lorsque, en conclusion d'un débat, il y a, parmi les ordres du jour en présence, un ordre du jour pur et simple, le président met aux voix, par priorité, l'ordre du jour pur et simple.

Clôture des discussions.

ART. 27. — Plus aucun orateur ne demandant la parole, le président clôt la discussion.

Lorsque dix membres demandent la clôture d'une discussion ou si le président estime qu'il y a lieu de faire cette proposition, il consulte l'assemblée.

Il est permis de prendre la parole pour ou contre une demande de clôture.

Le temps de parole pour ou contre une demande de clôture ne peut dépasser cinq minutes pour chaque orateur. Toutefois, si le président juge l'assemblée suffisamment éclairée, la clôture est mise aux voix.

Il est interdit de prendre la parole entre les deux épreuves d'un vote.

Votes.

ART. 28. — Le vote sur l'ensemble des lois a lieu par appel nominal et à haute voix.

Dans les autres cas, le vote a lieu par assis et levé, sauf quand dix membres au moins demandent le vote par appel nominal.

Si le bureau le juge utile, il inscrit le nom de dix de ces membres et l'appel nominal commence par leur nom.

TEXTE PROPOSÉ par la COMMISSION

Entre les propositions dont le vote des unes exclut le vote des autres, celles qui peuvent être mises aux voix sans exclure le vote des autres ont la priorité; entre les propositions dont le vote des unes exclut la mise aux voix des autres, la priorité est attribuée à celles qui ont le plus d'étendue.

Lorsque, en conclusion d'un débat, un ordre du jour pur et simple est proposé, celui-ci est mis aux voix par priorité.

Clôture des discussions.

ART. 27. — *Le président clôt la discussion lorsque plus aucun membre ne demande la parole.*

Lorsque dix membres demandent la clôture d'une discussion, le président décide s'il y a lieu ou non de faire droit à cette demande.

Il est permis de prendre la parole pour ou contre une demande de clôture (1).

(1) Les 4^e et 5^e alinéas sont supprimés.

Votes.

ART. 28. — *Sous réserve de ce qui est dit ci-après, le vote a lieu par assis et levé.*

Le vote sur l'ensemble des lois a lieu par appel nominal et à haute voix.

Il est procédé de même lorsque dix membres au moins le demandent pour les votes portant soit sur des ordres du jour présentés en clôture d'un débat, sur des articles d'un projet ou d'une proposition de loi, soit sur des amendements

TEXTE ACTUEL

Si un de ces membres ne répond pas à l'appel de son nom, l'appel nominal n'est pas continué et le vote a lieu par assis et levé.

Lorsque le résultat d'un vote par appel nominal fait constater que le Sénat n'est pas en nombre, le vote est repris au début de la séance suivante, avant toute autre communication.

Votes par assis et levé.

ART. 30. — Si le vote a lieu par assis et levé, la répétition de l'épreuve et de la contre-épreuve est de droit à la demande de deux membres ; le président et les secrétaires décident du résultat de l'épreuve et de la contre-épreuve. S'il y a doute, après la répétition, il est procédé à l'appel nominal.

Questions.

ART. 32. — 1. Les membres qui désirent poser une question au Gouvernement en remettent le texte écrit et signé au président ; ce texte ne peut énoncer que les faits indispensables pour le rendre intelligible.

2. Le Ministre compétent envoie sa réponse au président dans la quinzaine du dépôt de la question. Celle-ci et la réponse sont insérées dans un document annexé au *Compte-rendu analytique* français et néerlandais de la séance du mardi qui suit la réception de la réponse.

3. Si la réponse ne parvient pas au président dans le délai prévu, la question est publiée, sauf à être reproduite lors de la publication de la réponse.

TEXTE PROPOSÉ par la COMMISSION

ou sous-amendements aux dits ordres du jour ou articles.

Lorsque le vote par appel nominal est demandé, le président peut, s'il le juge utile, faire inscrire le nom des membres qui ont présenté cette demande ; si un de ces membres ne répond pas à l'appel de son nom, l'appel nominal n'est pas continué et le vote a lieu par assis et levé.

Lorsque le résultat d'un vote par appel nominal fait constater que le Sénat n'est pas en nombre, le vote est repris au début de la séance suivante, avant tout débat.

Votes par assis et levé.

ART. 30. — Si le vote a lieu par assis et levé, la répétition de l'épreuve et de la contre-épreuve est de droit à la demande de deux membres ; le président et les secrétaires *de séance* décident du résultat de l'épreuve et de la contre-épreuve. S'il y a doute, après la répétition, il est procédé à l'appel nominal.

Il est interdit de prendre la parole entre les deux épreuves d'un vote (1).

(1) Cette dernière disposition vient de l'art. 27 où elle a été supprimée.

Questions.

ART. 32. — 1. (Comme ci-contre.)

2. (Comme ci-contre.)

3. (Comme ci-contre.)

TEXTE ACTUEL

4. La réponse ne peut donner lieu à discussion.

5. Une question ne peut être signée par plus de trois membres.

6. Lorsque l'objet d'une question est d'un intérêt purement privé ou de nature à porter préjudice à l'intérêt général, le Bureau du Sénat peut décider, après avoir entendu le membre intéressé, qu'il n'y a pas lieu de la reproduire au *Bulletin des questions et réponses*. Son auteur est averti de cette décision par les soins du greffier.

Interpellations.

ART. 33. — 1. Le membre qui se propose d'interpeller le Gouvernement fait connaître au président l'objet de son interpellation par une déclaration écrite, accompagnée d'une note indiquant d'une manière précise la question ou les faits sur lesquels des explications sont demandées, ainsi que les principales considérations que l'interpellateur se propose de développer.

2. Le président donne lecture de la déclaration écrite.

3. L'interpellation est inscrite à la suite de l'ordre du jour, à moins que le Sénat n'en décide autrement.

4. L'exposé de l'interpellation ne peut dépasser une demi-heure.

5. Après les explications du Gouvernement, ne pourront prendre la parole que quatre orateurs au plus, mais pendant dix minutes seulement. L'auteur de l'interpellation est compris parmi ces quatre orateurs. Il a droit à un tour de priorité.

TEXTE PROPOSÉ par la COMMISSION

4. (Comme ci-contre.)

5. (Comme ci-contre.)

6. Lorsque l'objet d'une question est d'un intérêt purement privé ou de nature à porter préjudice à l'intérêt général, *le président* peut décider, après avoir entendu les membres intéressés, qu'il n'y a pas lieu de la reproduire au *Bulletin des questions et réponses*. *Leurs auteurs* sont avertis de cette décision par les soins du greffier.

Interpellations.

ART. 33. — 1. (Comme ci-contre.)

2. (Comme ci-contre.)

3. L'interpellation est inscrite à la suite de l'ordre du jour. *Toutefois, le Sénat peut décider de ne pas l'entendre lorsque son objet est d'un intérêt purement privé ou local ou de nature à porter préjudice à l'intérêt général.*

4. *Sur demande d'un cinquième des membres présents, l'interpellation peut être fixée à une séance plus rapprochée ou, d'accord avec le Gouvernement, à la séance même.*

5. L'exposé de l'interpellation ne peut dépasser une demi-heure *sauf décision du Sénat.*

Le temps de parole des orateurs autres que l'interpellateur ne peut dépasser 10 minutes.

TEXTE ACTUEL

6. Sur demande d'un cinquième des membres du Sénat, l'interpellation peut être fixée à une séance plus rapprochée ou, d'accord avec le Gouvernement, à la séance même. Dans ce cas, aucune mesure limitative n'est applicable.

CHAPITRE V.

DES CONGÉS.

ART. 35. — Nul sénateur ne peut s'abstenir d'assister à une séance publique ou à une séance de commission dont il est membre, sans en avoir prévenu le président.

CHAPITRE VI.

MESURES D'ORDRE.

Rappel à l'ordre.

ART. 36. — Si un membre trouble l'ordre, il y est rappelé nominativement par le président; en cas de réclamation, le président consulte l'assemblée. Si celle-ci maintient le rappel à l'ordre, il en est fait mention au procès-verbal.

Le membre intéressé et un membre désigné par lui peuvent prendre chacun la parole pendant cinq minutes. Le Sénat se prononce par assis et levé.

Censure. — Exclusion.

ART. 37. — La censure avec inscription au procès-verbal ou l'exclusion temporaire du palais de l'assemblée peut, sur la proposition du président, être prononcée par le Sénat contre le membre qui trouble l'ordre.

TEXTE PROPOSÉ par la COMMISSION

ART. 35. — Nul sénateur ne peut s'abstenir d'assister à une séance publique, *sans en avoir prévenu le président du Sénat, ni s'abstenir d'assister à une séance de commission dont il est membre, sans avoir prévenu le président de cette commission.*

CHAPITRE VI.

MESURES D'ORDRE.

Rappel à l'ordre.

ART. 36. — 1. *Le président rappelle nominativement à l'ordre le membre qui trouble celui-ci.*

2. *En cas de récidive, le président le rappelle de nouveau à l'ordre avec inscription au procès-verbal.*

Exclusion.

3. *En cas de nouvelle récidive ou dans les cas graves, le président prononce l'exclusion temporaire du palais de l'assemblée.*

4. *Le membre rappelé à l'ordre ou exclu peut en appeler au bureau du Sénat à l'issue de la séance. Le président fait part au Sénat, à une séance ultérieure de la suite réservée à cet appel.*

ART. 37. — A supprimer.

TEXTE ACTUEL

Seuls le membre contre qui l'une ou l'autre des mesures visées au présent article est proposée et un membre désigné par lui peuvent s'expliquer pendant cinq minutes au plus.

ART. 38. — L'exclusion entraîne l'interdiction de prendre part aux travaux du Sénat et de reparaître dans le palais de l'assemblée.

ART. 39. — Elle porte sur le restant de la séance au cours de laquelle elle est prononcée.

ART. 40. — Si le sénateur exclu n'obtempère pas à l'injonction qui lui est faite par le président de sortir du Sénat, la séance est suspendue ou levée.

Dans ce cas, et de plein droit, le membre encourt l'exclusion durant les huit séances suivantes.

ART. 41. — Le membre qui a encouru l'exclusion temporaire peut en faire cesser les effets à partir du lendemain du jour où la mesure a été prise, en déclarant par écrit « qu'il regrette d'avoir méconnu la décision du Sénat ». Lecture de cette déclaration est faite à l'assemblée par le président.

ART. 42. — La disposition de l'article précédent n'est pas applicable au membre qui, dans le cours de la même session, a encouru pour la troisième fois l'exclusion temporaire; la durée de celle-ci s'étend dans ce cas à quinze séances.

CHAPITRE VII.

DES PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS.

ART. 48. — I. Le sénateur qui veut faire une proposition, la rédige sous la forme d'un projet de loi, sauf les cas où l'objet n'est pas susceptible

TEXTE PROPOSÉ par la COMMISSION

ART. 38. — L'exclusion entraîne l'interdiction de prendre part aux travaux du Sénat et de reparaître dans le palais de l'assemblée.

Elle porte sur le restant de la séance au cours de laquelle elle est prononcée.
(Ex-art. 39.)

ART. 40. — Si le sénateur exclu n'obtempère pas à l'injonction qui lui est faite *de quitter le palais, le président suspend ou lève la séance et donne à la garde de service les ordres nécessaires pour faire exécuter sa décision.*

Dans ce cas, et de plein droit, le membre encourt l'exclusion durant les *dix* séances suivantes.

ART. 41. — Supprimé.

ART. 42. — Supprimé.

ART. 48. — I. (Comme ci-contre.)

TEXTE ACTUEL

d'être présenté sous cette forme; il la signe et la remet au Bureau, soit en double texte, soit dans l'une des deux langues au choix de son auteur; dans ce dernier cas, le Bureau la fait traduire.

2. Elle est renvoyée, avec ses développements, à la commission compétente qui fait rapport devant le Sénat sur la recevabilité de la proposition.

3. Le rapport est imprimé dans les deux langues et distribué avant la séance au cours de laquelle sera discutée la prise en considération.

Amendements.

ART. 52. — Tout sénateur peut présenter et développer des amendements, sous-amendements ou articles additionnels.

Il doit les rédiger par écrit, les signer et les déposer sur le Bureau.

Les amendements, sous-amendements ou articles additionnels ne peuvent être mis en discussion qu'après avoir été appuyés par deux membres. S'ils ont été déposés après la clôture de la discussion générale, ils doivent être appuyés par cinq membres.

S'ils sont déposés avant le jour de leur mise en discussion, ils sont traduits et distribués en double texte.

S'ils sont produits au cours de la discussion, ils peuvent être soumis au vote en texte unique.

En cas d'adoption, les articles ainsi amendés sont traduits par les soins du Bureau avant le second vote.

T E PROPOSÉ par la COMMISSION

2. Si le président est d'avis que la proposition peut être discutée, elle est imprimée dans les deux langues et distribuée avant la séance au cours de laquelle sera discutée sa prise en considération.

3. Dans le cas contraire, il la renvoie avec ses développements à la Commission compétente qui fait rapport devant le Sénat sur la recevabilité de la proposition. Si ce rapport est favorable, il est imprimé dans les deux langues et distribué avec la proposition de loi avant la discussion sur la prise en considération.

Amendements.

ART. 52. (Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.) (1)

(1) Les trois derniers alinéas sont supprimés.

TEXTE ACTUEL

Discussion et vote des budgets.

ART. 57. — Sauf décision contraire de l'assemblée :

1° A partir du mois de novembre, la priorité est assurée à la discussion et au vote des budgets;

2° La discussion d'un budget ou d'un groupe de budgets déposés au Sénat — y compris celle des articles — dure au maximum trois jours;

3° La durée de la discussion d'un budget ou d'un groupe de budgets transmis par la Chambre des représentants est limitée à deux jours;

4° Dans la discussion des articles, les orateurs peuvent parler au maximum pendant dix minutes.

Tout membre inscrit comme orateur dans la discussion générale d'un budget, absent au moment où le président lui accorde la parole, est définitivement rayé de la liste des orateurs.

Pour le surplus, les dispositions des articles 22, 27 et 51 sont applicables à la discussion des budgets.

CHAPITRE VIII.

DES COMMISSIONS.

Nomination.

ART. 59. — Lors de tout renouvellement du Sénat et après la formation du Bureau, il est procédé à la nomination des commissions permanentes dont les attributions, en rapport avec les services des départements ministériels, sont déterminées par le Bureau; ainsi que d'une commission des pétitions et d'une commission des naturalisations.

Chaque commission comprend vingt-deux membres, qui sont désignés par le Sénat d'après les règles fixées par l'article 2 pour la nomination des membres de la Commission chargée de la vérification des pouvoirs.

TEXTE PROPOSÉ par la COMMISSION

Discussion et vote des budgets.

ART. 57. — (Comme ci-contre.)

4° *Dans la discussion des articles, le temps de parole des orateurs est limité à dix minutes.*

Tout membre inscrit dans la discussion générale d'un budget *et absent* au moment où le président lui accorde la parole, est définitivement rayé de la liste des orateurs.

Pour le surplus, les dispositions des articles 22, 27 et 51 sont applicables à la discussion des budgets.

Nomination.

ART. 59. — (Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

TEXTE ACTUEL

Une commission spéciale, composée comme il est dit à l'article 61, est chargée éventuellement de l'examen du projet de loi contenant le budget général de l'Etat.

Toutes ces commissions restent en fonction jusqu'au plus prochain renouvellement ordinaire ou extraordinaire du Sénat.

En cas de vacances, il y est pourvu d'office par la désignation des sénateurs qui remplacent les titulaires anciens.

ART. 62. — A moins de décision contraire de la commission, les membres du Sénat peuvent assister aux réunions des commissions dont ils ne font pas partie et y être entendus, mais sans avoir voix délibérative.

Pétitions.

Art. 64. — 1. La commission des pétitions fait rapport sur les pétitions pour lesquelles elle le juge utile ou pour lesquelles un membre le lui a demandé par écrit ou en séance publique.

2. Un feuillet, indiquant l'analyse de chacune de ces pétitions et les conclusions des rapports de la commission, est imprimé, distribué et mis à la suite de l'ordre du jour de la plus prochaine réunion.

3. Toutefois, lorsque la commission décide qu'il y a urgence, ou à la demande expresse d'un membre, le Sénat fixe le jour de la discussion.

4. La commission statue sur les pétitions qui ne font pas l'objet d'un rapport. Les décisions sont publiées dans un feuillet spécial.

Commission du travail parlementaire.

ART. 65. — 1. Après chaque renouvellement du Sénat, il est formé une commission ayant pour mission d'examiner l'état des travaux de l'assemblée

TEXTE PROPOSÉ par la COMMISSION

Une commission spéciale, composée comme il est dit à l'article 61, est chargée de l'examen du projet de loi contenant le budget général de l'Etat.

Toutes ces commissions restent en fonction jusqu'au plus prochain renouvellement du Sénat.

En cas de vacances, le Bureau procède à la désignation du nouveau membre.

ART. 62. — *Sauf* décision contraire de la commission, les membres du Sénat peuvent assister aux réunions des commissions dont ils ne font pas partie et y être entendus, mais sans avoir voix délibérative.

Pétitions.

ART. 64. — 1. (Comme ci-contre.)

2. (Comme ci-contre.)

3. Toutefois, lorsque la commission décide qu'il y a urgence, ou à la demande expresse d'un membre, le *Président* fixe le jour de la discussion.

4. (Comme ci-contre.)

Commission du travail parlementaire.

ART. 65. — 1. (Comme ci-contre.)

TEXTE ACTUEL

TEXTE PROPOSÉ par la COMMISSION

et d'établir un programme de travail indiquant, en outre, les modalités de son application et les conditions de son exécution.

2. Cette commission est composée du président, des vice-présidents et de six délégués représentant la composition politique de l'assemblée.

3. Le Gouvernement, spécialement avisé par le président du Sénat du jour et de l'heure de la réunion de la commission, peut y assister et donner son avis.

4. Les propositions de la commission sont soumises à l'approbation du Sénat.

5. Si ces propositions donnent lieu à un débat, six membres au plus peuvent prendre la parole pendant dix minutes au maximum.

6. Les limitations prévues à l'alinéa précédent ne sont pas applicables si la demande en est faite par le cinquième des membres du Sénat.

7. Le programme de travail réglé par le Sénat est affiché et distribué.

8. Il ne peut être ultérieurement modifié que par un vote émis sur l'initiative, soit du président du Sénat, soit de la commission du travail parlementaire, soit du Gouvernement, ou par un vote émis sur une motion formulée par écrit et appuyée par un cinquième des membres du Sénat. Dans ce cas, les limitations du nombre des discours et du temps de parole prévues à l'alinéa 5 du présent article sont applicables.

2. Cette commission est composée du président, des vice-présidents et de six *membres désignés par le Bureau.*

3. (Comme ci-contre.)

4. (Comme ci-contre.)

5. Supprimé.

6. Supprimé.

7. (5) Le programme de travail *arrêté* par le Sénat est affiché et distribué.

8. Supprimé.

TEXTE ACTUEL

CHAPITRE XI.

DE LA QUESTURE
ET DE LA COMPTABILITÉ.

Rapports de la questure avec la Chambre.

ART. 72. — Les questeurs se concertent avec leurs collègues de la Chambre des Représentants, pour les mesures qui concernent l'entretien du palais et pour toutes celles qui intéressent en commun les deux Chambres.

CHAPITRE XII.

DU GREFFIER.

ART. 77. — Il ne peut, à moins d'y être autorisé par le Bureau, donner communication d'aucune pièce appartenant aux archives, à d'autres qu'à des membres du Sénat.

ART. 87. — Les fonctionnaires, employés et agents des services du Sénat, sont, au point de vue de la discipline, placés sous l'autorité du greffier.

TEXTE PROPOSÉ par la COMMISSION

Fonctions des Questeurs.

ART. 72. — *Les questeurs sont chargés de toutes les mesures relatives au cérémonial, au matériel et aux dépenses du Sénat.*

Tous les fonctionnaires et employés sont placés sous leur haute direction.

Rapports de la questure avec la Chambre.

Ils se concertent avec leurs collègues de la Chambre des Représentants pour les mesures concernant l'entretien du palais et pour toutes celles qui intéressent en commun les deux assemblées.

ART. 77. — *Il règle l'ordre du service, il surveille les travaux du personnel des bureaux et exerce son autorité sur tous les fonctionnaires et employés.*

ART. 77bis. — Il ne peut, à moins d'y être autorisé par le Bureau, donner communication d'aucune pièce appartenant aux archives à d'autres qu'à des membres du Sénat.

ART. 87. — Supprimé (par suite des modifications apportées à l'art. 77).

(1)

(N^o 35.)

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 27 MAART 1945.

Verslag uit naam der Commissie voor herziening van het Reglement (1) belast met het onderzoek van de voorstellen van wijziging van het Reglement ingediend door Baron Moyersoën en den h. Rolin.

(Zie de n^{rs} 9 en 10 van den Senaat.)

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Het voorstel dat door uw Bijzondere Commissie werd onderzocht, streeft een drievoudig doel na : de machten van den voorzitter uit te breiden en zijn gezag te verstevigen; vervolgens aan de werkzaamheden van de Hooge Vergadering een betere rendeeing te geven en ten slotte, naar aanleiding van dit onderzoek, hier en daar het opstel van sommige teksten te herzien ten einde hun meer nauwkeurigheid en klaarheid te verzekeren.

De oorsprong van het voorstel ligt gewis in het parlementair regime dat ons land gedurende de laatste jaren vóór den oorlog heeft gekend. Het Parlement had zijn afbrekers. Er waren er die in de plaats van het democratisch regime datgene wilden stellen dat zij afkeken in de landen die weldra zouden bewijzen waarheen de dictatuur de volkeren leidt. Vandaar de incidenten uitgelokt met het eenig doel het discrediet te werpen op het Parlement.

Dit beteekent geenszins, en wij haasten ons het er bij te voegen, dat ieder verwijt ten opzichte van het regime ongegrond was. De leden van de vergadering zijn de eersten om dit te erkennen en zelfs om er bij te voegen dat, bij gemis van doortastende maatregelen, het regime vreeselijke, zoo niet tragische uren zou beleven.

Sedertdien is de oorlog over het land gegaan en is de bevrijding gekomen.

Het land heeft kunnen inzien waar de echte democratie zich bevindt. Eensdeels zag het de totalitaire staten, waarvan het Parlement enkel tot taak had de door de dictatuur getroffen maatregelen goed te keuren; anderdeels de democratische landen waar, zelfs op de meest tragische oogenblikken, het Parlement vrij mocht spreken en zijn volledige vrijheid behield.

Aan de totalitaire staten heeft het niets gebaat het volk te beletten vrij te denken; alles wat zij hebben kunnen doen was het volk te leiden naar den ondergang; wat betreft de democratische staten, deze komen zegevierend uit den strijd en zullen morgen de voorwaarden dicteeren die over de geheele wereld den vrede zullen beheeren.

(1) De Commissie, voorgezeten door den h. Leyniers, ondervoorzitter van den Senaat, was samengesteld uit de leden van het Bureau en de hh. Baron Moyersoën, Rutten, Servais, Rolin, Harmegnies en Henricot. — Verslaggever: de h. J.-J. De Clercq.

Tegenover het schrikbewind dat aan de dictatuur ten grondslag ligt, staat de openhartige en eerlijke medewerking van het land.

Maar zoo de democratie er in geslaagd is de wereld te redden, dan is het niet zonder aan zichzelf een zeer sterke tucht op te leggen. Het is deze tucht die haar heeft gered.

Tal van dezen die vóór den oorlog tot de afbrekers behoorden, hebben ten slotte billijker beoordeeld hetgeen vier jaren bezetting hun hebben toegelaten van dichtbij te kennen.

Een grondige hervorming was reeds vóór den oorlog geboden en in de eerste plaats diende het gezag en de macht van den voorzitter uitgebreid. Tegen zekere manoeuvres moet er met gezag kunnen worden te keer gegaan en wel onmiddellijk. Daarvoor dient er vertrouwen gesteld in de wijsheid van den- gene die onze werkzaamheden leidt. Dit vertrouwen laat hem toe in volle verantwoordelijkheid en vóór dat een manoeuvre zou kunnen slagen, de noodige maatregelen te treffen ten einde te beletten dat het debat zou afwijken van zijn voorwerp en dat de vergadering haar prestige zou verliezen.

Ziedaar de hoofdbekommering van het voorstel. Uw Commissie heeft er zich op haar beurt door laten leiden en zij legt aan de goedkeuring van de Hooge Vergadering het voorstel voor, met de overtuiging dat zij aan hetzelve een gunstig onthaal zal voorbehouden.

Ontleding van de artikelen.

ART. 9.

Het betaamt dat de voorzitter van de Vergadering niet de verkozene van een toevallige vergaderingsmeerderheid zij, maar wel van de werkelijke meerderheid van den Senaat. Indien men geen afbreuk wil laten doen aan het gezag van den voorzitter en derhalve aan het prestige van den Senaat, is het onontbeerlijk dat de verkozene het vertrouwen uitgedrukt door de werkelijke meerderheid bezitte; en zulks van af het oogenblik waarop hij tot dit verheven ambt wordt geroepen. Nu meer dan ooit moet een incident in den aard van datgene dat wordt in herinnering gebracht in de toelichting van het voorstel (voorstel blz. 2) worden vermeden.

Het amendement dat uw Commissie met 11 stemmen tegen 1 stem heeft aangenomen, stelt als voorwaarde dat de voorzitter de meerderheid van de stemmen der aanwezige leden moet bekomen.

Deze bepaling dient vanzelfsprekend aangevuld door die van artikel 56, paragraaf 3, welke voorschrijft dat de Senaat geen beslissing mag nemen zoo de meerderheid der leden niet ter vergadering aanwezig is.

Aldus wordt elke toevallige meerderheid uitgesloten.

ART. 12. — Taak van den voorzitter.

Het amendement stelt voor aan de bevoegdheid van den voorzitter toe te voegen :

- a) deze de dagorde van den Senaat vast te stellen;
- b) de debatten te leiden en te sluiten.

Verschillende leden hebben de meening uitgedrukt dat, door aan den voorzitter de opdracht toe te vertrouwen de dagorde vast te stellen, er hem een ietwat buitensporig recht zou worden toegekend, dat hem eventueel toelaat de

bespreking over een bepaald punt te verdoezelen. Andere leden hebben daarop geantwoord dat de voorzitter door aldus te handelen partijdig werk zou verrichten, hetgeen zijn herkiezing vermoedelijk zou onmogelijk maken.

Uw Commissie oordeelt met 11 stemmen tegen 1 stem, dat de vaststelling van de dagorde behoort aan den Senaat; derhalve verwerpt zij dit eerste gedeelte van het amendement. Eenparig neemt zij het tweede deel aan onder voorbehoud van hetgeen wordt gezegd bij artikel 27 van het Reglement.

ART. 17. — Dagorde.

Het amendement heeft ten doel de werkzaamheden van den Senaat beter te regelen :

a) het behoudt den Dinsdag, Donderdag en Vrijdag voor aan de vergaderingen van den Senaat en den Woensdag aan de commissievergaderingen;

b) het stelt voor dat de commissiën zouden vergaderen buiten de openbare vergaderingen.

Het eerste gedeelte van het amendement werd verworpen. Verschillende leden deden opmerken dat door aan den Senaat voor te stellen vier dagen per week te vergaderen, de leden practisch belet worden zich te wijden aan hun beroepsbezigheden en dat er bovendien in het verleden met drie dagen vergadering per week reeds al te veel afwezigheid bestond; deze zou enkel kunnen verergeren door er een vierden dag aan toe te voegen.

Het tweede gedeelte werd aangenomen.

Het is elementair dat wanneer de Senaat bijeenkomt, de leden aanwezig zijn ter vergadering en niet in commissie. In sommige buitengewone gevallen kan er niettemin hoogdringendheid bestaan; de voorzitter van den Senaat zal daarover oordeelen.

ART. 22. — Spreekbeurt.

De eerste alinea van het voorstel behelst slechts een vereenvoudiging van opstel.

De vierde en vijfde alinea's daarentegen breiden de machten van den voorzitter uit. Voortaan mag de voorzitter toelating verleen en om een derde maal het woord te nemen, en zoo ook kan hij den spreektijd van al de redenaars beperken.

De reden van dit voorstel is dat de voorzitter een meer objectieve en onpartijdige beoordeelaar is dan de vergadering. Op sommige oogenblikken is het trouwens moeilijker voor de vergadering te oordeelen over de gepastheid den omvang van het debat te verlengen of te beperken. Al te veel factoren die aan het debat vreemd zijn kunnen zich doen gelden. Daarom stelt uw Commissie voor den voorzitter te laten oordeelen over de te treffen beslissing.

Daar waar paragraaf 5 van het Reglement, die paragraaf 4 van den voorgestelden tekst is geworden, geen gewag maakt van de overheid die beslist over de afwijkingen van de volgorde der inschrijvingen, stelt de nieuwe tekst *in terminis* voor dit recht te verleen en aan den voorzitter.

Wat betreft paragraaf 6, stelt de aangenomen tekst voor definitief als regel te bekrachtigen de reeds gevolgde gewoonte dat de redenaar spreekt van op het spreekgestoelte.

ART. 23. — Spreektucht.

De wijziging aan dit artikel beoogt uitsluitend een nauwkeuriger opstel.

ART. 24. — Verwijzing naar de zaak.

Om het woord te ontnemen aan een spreker die, reeds tweemaal tot de zaak teruggeroepen, er nogmaals van afwijkt, moet de voorzitter de vergadering raadplegen; voortaan wordt, volgens het voorstel uwer Commissie, deze voorafgaande raadpleging overbodig geacht. De verantwoordelijkheid over de leiding van het debat wordt toevertrouwd aan den voorzitter (art. 12 geamendeerd); het past de te treffen beslissing aan hem over te laten.

ART. 25. — Voorrang hebbende vragen.

De ordemotie is een der geschikte middelen om het debat te doen aanslepen of een stemming te beletten. Er zijn ordemoties die ongelegen zijn, andere die voor doel en voor gevolg hebben het debat eenvoudig te onderbreken. Welnu, het gaat er om te weten of het debat mag of moet onderbroken worden.

Volgens artikel 25 van het Reglement moet de voorzitter de vergadering raadplegen, die in dit geval moet beslissen over de ontvankelijkheid of de gepastheid van de motie. Bijna onvermijdelijk geeft dit aanleiding tot een bespreking welke den normalen gang van de werkzaamheden stremt.

Uw Commissie laat, met 7 tegen 2 stemmen, voortaan den voorzitter van de vergadering oordeelen.

ART. 26. — Amendementen.

Het door uw Commissie voorgestelde amendement voorziet enkel een wijziging van opstel.

ART. 27. — Sluiting der bespreking.

Deze tekst voorziet een nieuwe en oordeelkundige uitbreiding der rechten van den voorzitter. Wanneer tien leden de sluiting eener bespreking vragen, zal de voorzitter oordeelen of er op dit verzoek mag worden ingegaan.

Deze beslissing zal soms langdurige en al te vaak nuttelooze besprekingen voorkomen.

De laatste alinea van het artikel werd overgeplaatst naar artikel 30, waar zij beter op haar plaats is.

De tekst, in den vorm die u wordt voorgesteld, werd goedgekeurd met 10 tegen 4 stemmen.

ART. 28. — Stemming.

De hoofdelijke stemming is een ander middel om het debat nutteloos te doen aanslepen. Het Reglement voorziet dat 10 leden de hoofdelijke stemming mogen vragen, maar zoo het *bureau* zulks noodig acht dan worden de namen van deze leden opgeschreven in de notulen en vervolgens, zoo de Senaat niet in voldoende getale aanwezig is, dan moet de stemming worden hervat bij den aanvang der eerstvolgende vergadering, vóór elke andere *mededeeling*.

In feite heeft het bureau nooit gebruik gemaakt van het hem toegekende recht. Trouwens deze maatregel is niet bijster practisch.

Overeenkomstig het door het voorstel nagestreefde doel, moet dit recht worden toevertrouwd aan den *voorzitter*.

Vervolgens, zoo de vergadering niet in voldoende getale aanwezig is vanaf het begin der vergadering, zou de stemming een tweede maal dienen herbegonnen. Om dit te verhelpen wordt er voorgesteld dat de stemming zou plaats hebben vóór iedere andere *bespreking*.

Het voorstel ingediend door Baron Moyersoën werd geamendeerd door den h. Rolin. Uw Commissie stelt u eenparig voor dezen tekst goed te keuren.

ART. 30. — Stemmen bij zitten en opstaan.

In zijn huidige tekst voorziet het Reglement dat de voorzitter en de secretarissen beslissen over den uitslag van de proef. Het geldt natuurlijk — en dit is het doel van de wijziging — de secretarissen van de vergadering.

ART. 32. — Vragen.

Overeenkomstig de economie van het voorstel, is het de voorzitter en niet het bureau van den Senaat dat beslist dat er geen aanleiding is tot bekendmaking van een vraag in het *Bulletijn van Vragen en Antwoorden*.

ART. 33. — Interpellaties.

Het voorstel geeft aan den voorzitter van de vergadering het recht te beslissen, na het betrokken lid te hebben gehoord, dat er geen aanleiding toe bestaat aan den Senaat kennis te geven van een interpellatie. De meerderheid uwer Commissie heeft niet gemeend op dezen wenk te moeten ingaan.

Wat betreft den duur der interpellatie, stelt uw Commissie als algemeen regel een half uur voor — behoudens andersluidende beslissing van de vergadering — en met hetzelfde doel de beperking van den spreektijd tot 10 minuten voor de redenaars buiten den interpellant.

Uw Commissie vraagt U het 5^o van het artikel te doen wegvallen.

De Senaat zal opmerken dat de nieuwe tekst van het artikel beter is wat betreft de volgorde van de verschillende alinea's.

ART. 35. — Verlof.

De voorgestelde tekst behelst slechts een wijziging van opstel, ofschoon een zeker aantal leden uwer Commissie een sanctie zouden willen zien toepassen op de afwezigheid.

De aanwezigheid in de openbare vergadering en in de commissievergaderingen is een elementaire zedelijke plicht van den mandataris der Natie. Uw Commissie kan enkel de ongewettigde afwezigheid betreuren. Gansch bijzonder op het oogenblik dat een zekere pers geen enkele gelegenheid laat voorbijgaan om kritiek uit te brengen over de actie van het Parlement, vraagt zij dringend dat al de leden van de Hooge Vergadering zich nauwgezet van hun plicht van aanwezigheid zouden kwijten. Beter dan iedere sanctie, zal deze aanwezigheid het parlementair regime tegen zijn belagers verdedigen.

Uw Commissie oordeelt trouwens dat de groepen in dit opzicht maatregelen moeten treffen tegen de leden die nalaten naar behooren hun plicht te vervullen.

Het gaat om het behoud van de instelling zelf.

ART. 36. — Terugroeping tot de orde. - Uitsluiting.

Het is een feit dat, in den huidige staat van het Reglement, de terugroeping tot de orde steeds een debat en soms zelfs incidenten uitlokt, die niet van dien aard zijn dat zij het prestige van het Parlement verhoogen.

De objectiviteit gebiedt aan alwie het parlementair regime wenscht te verdedigen te erkennen dat daarin een zwakheid ligt, welke volstrekt dient verholpen.

Uw Commissie hield rekening met twee gegevens: vooreerst de noodzakelijkheid een sanctie te treffen van af het oogenblik dat een lid de orde stoort en tevens te vermijden dat deze sanctie de bespreking doet afwijken, hetgeen al

te vaak het nagestreefde doel is; vervolgens moet het recht van de verdediging worden geëerbiedigd.

Daarom machtigt zij den voorzitter van de vergadering het lid tot de orde terug te roepen en, bij herhaling, het een tweede maal te doen, doch met vermelding in de notulen, en ten slotte, indien het lid niettemin volhardt, de tijdelijke uitsluiting uit te spreken.

Deze eerste maatregel laat toe vlug te handelen. Het gezag van den voorzitter eischt dat hem dit recht worde toegekend zonder de vergadering te raadplegen; zooniet ontstaat doorgaans een bespreking welke buiten het debat ligt. Er valt niet te vreezen dat de voorzitter, die het vertrouwen van de vergadering geniet, zou misbruik maken van het hem toegekende tuchtrecht.

Wat betreft het lid dat tot de orde wordt teruggeroepen en zelfs wordt uitgesloten, dit lid heeft niettemin het recht zich te verdedigen. Het recht van de verdediging is onschendbaar; uw Commissie denkt er niet aan daarop inbreuk te maken.

Derhalve stelt zij voor dat de belanghebbende mag beroep doen op het bureau en dat naderhand het aan dit beroep gegeven gevolg aan de vergadering zal worden medegedeeld.

De openbare bespreking die doorgaans spectaculair wordt gewild door hem die het incident uitlokt, wordt aldus vermeden en het recht van verdediging blijft geëerbiedigd.

In zijn oorspronkelijken tekst, beoogde het voorstel alleen de herhaling. Uw Commissie heeft geoordeeld dat het ernstig geval op denzelfden voet als de herhaling diende gesteld, bij voorbeeld wanneer een lid overgaat tot geweld-daden. Vandaar de toevoeging aan lid 2 « en in ernstige gevallen ».

ART. 37. — Censuur. Uitsluiting.

Door de goedkeuring van den nieuwen tekst van artikel 36 wordt de bepaling van artikel 37 overbodig. Zij dient derhalve weg te vallen.

ARTT. 38-39.

Het geldt een en dezelfde sanctie. Er dienen geen bepalingen getroffen door twee verschillende artikelen. Vandaar de versmelting tot één enkel.

ART. 40.

Uw Commissie heeft geoordeeld dat er aanleiding toe bestond den tekst beter bij te werken en het aantal vergaderingen waarvoor de uitsluiting wordt opgelopen, op te voeren tot 10.

ARTT. 41-42.

De amendementen op deze artikelen worden ingetrokken.

ART. 46. — Wetsontwerpen en Voorstellen.

Uw Commissie stelt voor aan de vergadering *en aan haar voorzitter* het recht te laten tot dadelijke behandeling te besluiten.

Zij heeft haar verslaggever gelast de aandacht te vestigen op de noodzakelijkheid sommige ontwerpen te verwijzen naar de vereenigde commissiën. Het gebeurt immers dat een ontwerp tenzelfden titel de Commissie van Financiën, de Commissie van Economische Zaken, enz. aanbelangt.

Het past derhalve dat deze Commissiën gezamenlijk vergaderen voor het onderzoek van het ontwerp of van het voorstel.

ART. 48.

Uw Commissie stelt u voor in een eenigszins gewijzigden vorm het amendement van den h. Rolin aan te nemen.

Met hem heeft zij geoordeeld dat zooveel mogelijk de formaliteiten dienen vereenvoudigd welke de bespreking van de wetsvoorstellen nutteloos vertragen. Indien de voorzitter van oordeel is dat het voorstel mag worden besproken, gelast hij dat het zal worden gedrukt en rondgedeeld; in het tegenovergesteld geval, verwijst hij het naar de bevoegde commissie.

ART. 52. — Amendementen.

De laatste drie alinea's van artikel 52 moeten wegvallen. Immers het is regel dat geen enkele tekst meer ter stemming wordt gelegd zoo hij niet tweetalig is.

ART. 57. — Bespreking en stemming der begrotingen.

Uw Commissie dringt aan opdat de vergadering zich houde aan de strengheid van artikel 57 en zou afzien van een jammerlijke gewoonte die begint ingang te vinden. Men heeft de algemeene bespreking en de artikelsgewijze behandeling. De spreker die zijn spreekbeurt heeft laten voorbijgaan in de algemeene bespreking, heeft niet het recht deze te hervatten naar aanleiding van de artikelen. Ook oordeelt uw Commissie dat hem het woord dient ontnomen.

Voor het overige slaan de voorgestelde wijzigingen alleen op het opstel.

ART. 59. — Benoeming der Commissiën.

Het amendement voorgesteld bij artikel 59 wordt ingetrokken, behoudens een lichte tekstwijziging in de voorlaatste alinea en een wijziging van procedure in de laatste alinea.

In feite zijn het de groepen die de leden voorstellen welke zullen deel uitmaken van de commissiën en de vergadering keurt goed. Welnu, de samenstelling van het bureau is de weerspiegeling van deze der groepen. Ook zou voortaan het bureau de benoeming doen in plaats van de vergadering.

ART. 60-63. — Verslagen.

Na onderzoek van de opmerkingen door het voorstel gemaakt bij artikel 60 in verband met den inhoud van de verslagen, heeft uw Commissie gemeend den voorgestelden weg niet te kunnen opgaan. De inhoud van een verslag mag zich immers niet beperken tot de ontleding der beraadslagingen en tot met redenen omkleede besluiten. Het zal volstaan de verslagen over de begrotingen als voorbeeld aan te halen. Het onderzoek door de bevoegde commissie beperkt zich vaak tot een soms zeer groote reeks vragen, waarop de leden die ze stellen het antwoord wenschen te vinden in het verslag. De algemeene beschouwingen over de politiek van de regeering en de uitslagen van deze politiek zijn alsdan vaak het persoonlijk werk van den verslaggever.

Men begrijpt den wensch uitgedrukt door de griffie; het is zeker dat hieruit voor haar een aanzienlijke toeneming van werk voortvloeit. Toch is het noodig dat het heilmiddel niet erger weze dan de kwaal. Immers zoo een lid als zijn meening heeft te kennen gegeven dat een lang verslag niet wordt gelezen, andere leden hebben gevraagd of de parlamentsleden den tijd hadden om de teksten der ontwerpen en voorstellen te lezen en zij deden gelden dat de parlementaire arbeid vooral een werk van specialisten is geworden. Het bewijs hiervan is de soms eindelooze reeks vragen.

De Commissie heeft er zich toe beperkt den wensch uit te drukken dat op dit gebied de verslaggevers zich zouden laten leiden door de noodwendigheid te beantwoorden aan het algemeen belang.

* * *

Zoo ook bij artikel 63 vraagt het voorstel van amendement, ingaande op den wensch uitgedrukt door de griffie, dat de termijnen voor het indienen van de verslagen zouden beperkt worden.

Dit voorstel leidt practisch tot de afschaffing van bijna al de vragen door de leden gesteld. Immers er moet gelegenheid zijn om de vragen te stellen op de vergadering der Commissie; de verslaggever moet den tijd hebben om ze op te stellen en over te maken aan het departement; het departement moet er kunnen op antwoorden en de verslaggever op zijn beurt moet ze kunnen verwerken in zijn verslag, met eventueel het daaraan verbonden besluit. En het is niet omdat een begrooting wordt goedgekeurd door één van beide Kamers, dat de andere zich moet beperken tot een bondig onderzoek.

Door een termijn van twee of vier weken vast te stellen, schaft men in feite zooniet de vraag, dan toch althans vaak het antwoord en vooral de bespreking en het besluit af.

De rol van het Parlement bestaat erin de uitgaven van den Staat te controleeren; deze uitgaven zijn vastgelegd in de begrootingen. Het betaamt aan het Parlement den tijd te laten om ze te onderzoeken zooals het past.

Trouwens, zoo de Regeering de begrootingen te gepasten tijde wilde indienen, dan zou de bespreking er talrijke maanden bij winnen.

Het amendement bij artikel 63 werd ingetrokken.

ART. 61. — *Werking der Commissiën.*

Het amendement wordt ingetrokken tengevolge van het verwerpen van het amendement voorgesteld bij artikel 59.

ART. 62.

Het amendement behelst slechts een wijziging van opstel.

ART. 64. — *Verzoekschriften.*

Bij lid 3 stelt uw Commissie voor aan den voorzitter de zorg toe te vertrouwen den dag te bepalen voor de bespreking van het verzoekschrift.

ART. 65. — *Commissie voor parlementairen arbeid.*

Het door uw Commissie voorgestelde amendement bij lid 2 vertrouwt de samenstelling der commissie voor parlementairen arbeid toe aan het bureau, dat door zijn samenstelling de politieke samenstelling van de vergadering weergeeft, zooals wordt gezegd bij artikel 59.

ART. 66. — *Bijzondere Commissiën.*

Het amendement wordt ingetrokken.

ART. 73-77.

De amendementen op deze artikelen regelen de bevoegdheid van de quaestoren en deze van den griffier.

Uw Commissie heeft het voorstel en het verslag eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
J.-J. DE CLERCQ.

De Voorzitter,
R. LEYNIERS.

(BIJLAGE VAN N^r 35)**BELGISCHE SENAAT****COMMISSIE VOOR HERZIENING VAN HET REGLEMENT****HUIDIGE TEKST**

ART. 9. — 1. Al deze benoemingen geschieden bij volstrekke meerderheid van stemmen.

2. Zoo echter, na de eerste stemming, geen lid de volstrekke meerderheid verwerft, dan heeft herstemming plaats tusschen de twee leden die de meeste stemmen hebben verworven.

3. Bij elke staking van stemmen, worden steeds de oudsten benoemd.

4. Dezelfde regelen gelden voor elke verkiezing en elke voordracht van kandidaten waarmede de Senaat mocht worden belast.

Taak van den voorzitter.

ART. 12. — De voorzitter handhaaft de orde ter vergadering, doet het reglement naleven, verleent het woord, draagt de zaken voor, kondigt den uitslag der stemmingen af, spreekt de beslissingen van den Senaat uit en voert het woord namens den Senaat, overeenkomstig dezes wensch.

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD**

ART. 9. — 1. (Als hiernaast.)

2. Indien, behalve voor hetgeen verder bepaald wordt voor de verkiezing van den voorzitter, na de eerste stemming, geen lid de volstrekke meerderheid verwerft, dan heeft herstemming plaats tusschen de twee leden die de meeste stemmen hebben verworven.

3. (Als hiernaast.)

4. (Als hiernaast.)

De voorzitter wordt slechts voor verkozen verklaard indien hij de volstrekke meerderheid van stemmen der aanwezige leden verkrijgt. Indien bij de tweede stemming geen van beide kandidaten deze meerderheid verkrijgt, dan wordt de vergadering geheven en de benoeming der leden van het Bureau tot de volgende vergadering verdaagd.

Taak van den voorzitter.

ART. 12. — De voorzitter handhaaft de orde ter vergadering, doet het reglement naleven, *leidt en sluit de besprekingen*, verleent het woord, draagt de zaken voor, kondigt den uitslag der stemmingen af, spreekt de beslissingen van den Senaat uit en voert het woord namens den Senaat, overeenkomstig dezes wensch.

HUIDIGE TEKST.

In een debat mag hij enkel het woord nemen om den stand der zaak te bepalen en tot het juiste punt terug te leiden; wil hij zelf aan het debat deelnemen, zoo verlaat hij den voorzitterszetel en neemt dien niet meer in, zoolang de bespreking over de zaak duurt.

HOOFDSTUK IV.

VERGADERINGEN.

Dagorde.

ART. 17. — De voorzitter opent en sluit de vergaderingen. In den loop of bij het einde van elke vergadering, duidt hij, na den Senaat te hebben geraadpleegd, dag en uur aan voor de eerstvolgende vergadering, zoomede de agenda, die alsdan in een lokaal van den Senaat wordt uitgehangen en in de bijeenroepingsbrieven vermeld.

Opening der vergadering.

Behoudens andersluidende beslissing, wordt de vergadering te 14 uur geopend en te 17 uur gesloten.

Naamafroeping.

Blijkt uit naamafroeping, in den loop der vergadering, dat de leden niet meer in voldoende getale aanwezig zijn om te beraadslagen, zoo worden de namen der aanwezige leden en der afwezige leden die werden verontschuldigd, in de notulen vermeld en in de *Handelingen* en het *Beknopt Verslag* bekendgemaakt.

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.**

(Als hiernaast.)

HOOFDSTUK IV.

VERGADERINGEN.

Dagorde.

(Als hiernaast.)

Opening der vergadering.

Behoudens andersluidende beslissing, wordt de vergadering te 14 uur geopend en te 17 uur gesloten.

De Commissies mogen zich aan hun werkzaamheden niet wijden en ze niet voortzetten tijdens den duur der openbare vergaderingen, behoudens de bijzondere gevallen waarover de voorzitter van den Senaat oordeelt.

Naamafroeping.

(Als hiernaast.)

HUIDIGE TEKST

Spreekbeurt.

ART. 22. — 1. Geen senator mag spreken, dan nadat hij zich heeft laten inschrijven of nadat hij het woord heeft gevraagd en, in geen van beide gevallen, vooraleer hij het woord heeft bekomen.

2. De inschrijving mag slechts geschieden nadat het verslag over het te behandelen ontwerp werd ter tafel gelegd.

3. Het woord wordt verleend volgens de beurt van inschrijving of aanvraag.

4. Buiten den indiener van en den verslaggever over een voorstel, die worden gehoord wanneer zij het wenschen, spreekt niemand meer dan tweemaal over dezelfde zaak, behoudens de toestemming van den Senaat. Deze kan, in den loop van de beraadslaging, den spreektijd beperken.

5. Van de orde der inschrijvingen en aanvragen kan ook worden afgeweken om het woord te verleen, *voor*, *over* of *tegen* het voorstel in behandeling.

6. De redenaar spreekt staande, van op het spreekgestoelte, van de plaats die hem in de zaal is aangewezen, of van een der plaatsen aangewezen aan de leden zijner groep.

7. Hij richt zich slechts tot den voorzitter of tot den Senaat.

Spreektucht.

ART. 23. — Geen kwade bedoeling mag aan een lid der vergadering worden toegeschreven, geen persoonlijke aanval tegen een lid gericht, op straffe van terugroeping tot de orde, die alsdan wordt uitgesproken overeenkomstig artikel 36.

TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD

Spreekbeurt.

ART. 22. — 1. *Geen senator mag spreken, dan nadat hij zich heeft laten inschrijven of nadat hij het woord heeft bekomen.*

2. (Als hiernaast.)

3. (Als hiernaast.)

4. *De Voorzitter kan afwijken van de orde der inschrijving en aanvragen en het woord verleen beurtelings voor, over of tegen het voorstel in behandeling.*

5. Buiten den indiener van en den verslaggever over een voorstel, die worden gehoord wanneer zij het wenschen, spreekt niemand meer dan tweemaal over dezelfde zaak, *behoudens bijzondere toelating van den voorzitter. Deze kan den spreektijd van al de sprekers beperken.*

6. *De redenaar spreekt van op het spreekgestoelte, hij richt zich slechts tot den voorzitter of tot de vergadering.*

Spreektucht.

ART. 23. — Eenigerlei kwade bedoeling, eenigerlei *kwetsende persoonlijke aanval* zijn verboden op straffe van terugroeping tot de orde, die wordt uitgesproken overeenkomstig artikel 36.

HUDIGE TEKST

Verwijzing naar de zaak.

ART. 24. — Wijkt een spreker van de zaak af, zoo wordt hij daartoe teruggeroepen door den voorzitter alleen. Mocht een spreker, in éézelfde bespreking en nadat hij tweemaal tot de zaak is teruggeroepen, er nogmaals van afwijken, zoo raadpleegt de voorzitter de vergadering om te weten of tot de afwikkeling van het besproken onderwerp, het woord aan den spreker zal worden ontzegd.

Voorranghebbende vragen.

ART. 25. — Het is steeds geoorloofd het woord te vragen :

1^o Om de voorafgaande vraag te stellen tot afwijzing van behandeling;

2^o Om verdaging te vragen;

3^o Om naar het reglement te verwijzen;

4^o Om op een persoonlijk feit te antwoorden.

Al die vragen gaan vóór de hoofdzak, waarvan derhalve de behandeling wordt geschorst; zij worden, bij zitten en opstaan, vóór de hoofdzak ter stemming gebracht.

Ordemoties.

Elke motie in verband met de werkzaamheden van de vergadering of om terecht te wijzen omtrent een aangevoerd feit, moet vooraf schriftelijk aan den voorzitter worden medegedeeld die oordeelt over haar ontvankelijkheid of gepastheid.

Zoo de voorzitter de motie ontvankelijk verklaart, dan bepaalt hij het oogenblik waarop zij mag worden gedaan. Haar uiteenzetting mag tien minuten niet overschrijden. Het betrokken lid alleen mag het woord nemen.

TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD

Verwijzing naar de zaak.

ART. 24. — Wijkt een spreker van de zaak af, zoo wordt hij daartoe teruggeroepen door den voorzitter alleen. Mocht een spreker, in éézelfde bespreking en nadat hij tweemaal tot de zaak is teruggeroepen, er nogmaals van afwijken, zoo *ontneemt de voorzitter hem het woord tot de afwikkeling van het besproken onderwerp.*

Voorranghebbende vragen.

ART. 25. — Het is steeds geoorloofd het woord te vragen :

1^o Om de voorafgaande vraag te stellen tot afwijzing van behandeling;

2^o Om verdaging te vragen;

3^o Om naar het reglement te verwijzen;

4^o Om op een persoonlijk feit te antwoorden.

Die vragen hebben den voorrang op de hoofdvraag waarvan zij de bespreking schorsen. *De voorzitter beslist over het gevolg dat aan de vragen moet gegeven worden.*

Ordemoties.

(Als hiernaast.)

(Als hiernaast.)

HUIDIGE TEKST

Mocht de beslissing van den voorzitter geen voldoening geven en dringt het lid aan, dan raadpleegt de voorzitter den Senaat die beslist zonder debat, bij zitten en opstaan.

**Volgorde van stemmingen.
Splitsing van rechtswege.
Amendementen.**

ART. 26. — Op aanvraag, wordt elk twee- of meerledig onderwerp van rechtswege gesplitst.

Amendementen worden ter stemming gebracht vóór het oorspronkelijk voorstel, en sub-amendementen vóór de wijzigingen.

Onder voorstellen van zoodanigen aard, dat het aannemen van de eene het aannemen van de andere uitsluit, hebben dezulke voorrang, die in stemming kunnen worden gelegd, zonder het aannemen der andere uit te sluiten; onder voorstellen, waarbij het aannemen der eene het in stemming leggen der andere uitsluit, wordt voorrang toegekend aan die met de meest uitgebreide strekking.

Wanneer er, als besluit van een debat, onder de ingediende moties een eenvoudige dagorde is, legt de voorzitter bij voorrang de eenvoudige dagorde ter stemming.

Sluiting der bespreking.

ART. 27. — Vraagt geen spreker het woord meer, zoo verklaart de voorzitter de bespreking voor gesloten.

Vragen tien leden de sluiting eener bespreking, of oordeelt de voorzitter dat er aanleiding toe bestaat dit voorstel te doen, zoo raadpleegt hij de vergadering.

Voor of tegen een voorstel tot sluiting mag het woord genomen worden.

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD**

(Te doen wegvallen.)

**Volgorde van stemmingen.
Splitsing van rechtswege.
Amendementen.**

ART. 26. — (Als hiernaast.)

(Als hiernaast.)

Onder voorstellen *waarvan het aannemen van de eene het aannemen van de andere uitsluit*, hebben dezulke voorrang, die in stemming kunnen worden gelegd, zonder het aannemen der andere uit te sluiten; onder voorstellen, waarbij het aannemen der eene het in stemming leggen der andere uitsluit, wordt voorrang toegekend aan die met de meest uitgebreide strekking.

Wanneer, als besluit van een debat, *een eenvoudige dagorde wordt ingediend, dan wordt deze bij voorrang ter stemming gelegd.*

Sluiting der bespreking.

ART. 27. — *De voorzitter sluit de bespreking wanneer geen spreker het woord meer vraagt.*

Vragen tien leden de sluiting eener bespreking, *dan beslist de voorzitter of het al dan niet aangewezen is op deze vraag in te gaan.*

(Als hiernaast.)

HUIDIGE TEKST

De spreektijd voor of tegen een voorstel tot sluiting mag vijf minuten per redenaar niet overschrijden. Zoo de voorzitter evenwel acht dat de vergadering voldoende is ingelicht, zoo wordt het voorstel tot sluiting ter stemming gelegd.

Tusschen twee proeven eener stemming in, mag het woord niet worden genomen.

Stemming.

ART. 28. — De stemming over wetten in haar geheel geschiedt hoofdelijk en met luider stemme.

In de overige gevallen wordt gestemd bij zitten en opstaan, tenzij ten minste tien leden hoofdelijke stemming vragen.

Acht het bureau het nuttig, dan worden de namen van tien dezer leden opgeschreven en vangt de hoofdelijke stemming met hun naam aan.

Antwoordt een dezer leden niet op de afroeping van zijn naam, dan wordt de hoofdelijke stemming niet voortgezet en wordt er gestemd door zitten en opstaan.

Blijkt uit een hoofdelijke stemming dat de Senaat niet in voldoende getale aanwezig is, dan wordt de stemming hervat bij den aanvang der eerstvolgende vergadering, vóór elke andere mededeeling.

Stemming bij zitten en opstaan.

ART. 30. — Wordt er gestemd door zitten en opstaan, dan geschiedt de

TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD

(Te doen wegvallen.)

(Te doen wegvallen.)

Stemming.

ART. 28. — *Onder voorbehoud van hetgeen verder wordt bepaald, geschiedt de stemming bij zitten en opstaan.*

De stemming over wetten in hun geheel geschiedt hoofdelijk en met luider stemme.

Er wordt eveneens aldus te werk gegaan wanneer ten minste tien leden dit vragen voor de stemmingen loopende hetzij over dagorden ingediend als besluit van een debat, over artikelen van een wetsontwerp of wetsvoorstel, hetzij over amendementen of sub-amendementen op bedoelde dagorden of artikelen.

Wordt de hoofdelijke stemming gevraagd, dan kan de voorzitter, indien hij het nuttig acht, den naam der leden die deze aanvraag hebben ingediend doen opschrijven; antwoordt één dezer leden niet op de afroeping van zijn naam, dan wordt de hoofdelijke stemming niet voortgezet en wordt er gestemd bij zitten en opstaan.

Blijkt uit een hoofdelijke stemming dat de Senaat niet in voldoende getale aanwezig is, dan wordt de stemming hervat bij den aanvang der eerstvolgende vergadering, vóór elke bespreking.

Stemming bij zitten en opstaan.

ART. 30. — Wordt er gestemd bij zitten en opstaan, dan geschiedt de

HUIDIGE TEKST

herhaling van de proef en van de tegenproef van rechtswege op aanvraag van twee leden; voorzitter en secretarissen beslissen over den uitslag van proef en tegenproef. Bestaat er twijfel na de herhaling, zoo wordt er hoofdelijk gestemd.

Vragen.

ART. 32. — Verlangen senatoren de Regeering een vraag te stellen, zoo dienen zij den geschreven en ondertekenden tekst ervan bij den voorzitter in; deze tekst mag alleen zulke feiten behelzen als tot verduidelijking onmisbaar zijn.

2. Binnen veertien dagen na het indienen der vraag, zendt de bevoegde minister antwoord aan den voorzitter. Dit antwoord wordt met de vraag opgenomen in het bijblad van het Fransch en het Nederlandsch *Beknopt Verslag* der vergadering van den Dinsdag volgend op het ontvangen van het antwoord.

3. Is, binnen den gestelden termijn, het antwoord bij den voorzitter niet ingekomen, dan wordt de vraag bekendgemaakt, met dien verstande dat zij bij de bekendmaking van het antwoord herhaald wordt.

4. Het antwoord geeft geen aanleiding tot bespreking.

5. Geen vraag mag door meer dan drie leden ondertekend worden.

6. Is het voorwerp eener vraag van louter privaat belang of van zulken aard dat het algemeen belang daardoor kan worden geschaad, dan kan het Bureau van den Senaat beslissen, na het lid te hebben gehoord, dat er geen termen aanwezig zijn tot haar bekend-

TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD

herhaling van de proef en van de tegenproef van rechtswege op aanvraag van twee leden; voorzitter en secretarissen *der vergadering* beslissen over den uitslag van proef en tegenproef. Bestaat er twijfel na de herhaling, zoo wordt er hoofdelijk gestemd.

Tusschen twee proeven eener stemming in, mag het woord niet worden genomen.

(1) Deze laatste bepaling komt van artikel 27, waar zij is weggefallen.

Vragen.

ART. 32. — I. (Als hiernaast.)

2. (Als hiernaast.)

3. (Als hiernaast.)

4. (Als hiernaast.)

5. (Als hiernaast.)

6. Is het voorwerp eener vraag van louter privaat belang of van zulken aard dat het algemeen belang daardoor kan worden geschaad, dan kan *de Voorzitter* van den Senaat beslissen, na het lid of de leden te hebben gehoord, dat er geen aanleiding is

HUIDIGE TEKST

making in het *Bulletijn van Vragen en Antwoorden*. Van dit besluit wordt aan den indiener door de zorgen van den griffier kennis gegeven.

Interpellaties.

ART. 33. — 1. Is een senator voornemens de Regeering te interpellereen, zoo geeft hij den voorzitter, bij schriftelijke verklaring, kennis van het doel zijner vraag, samen met een nota met nauwkeurige vermelding van de vraag of de feiten waarover uitleg wordt gevraagd, alsook van de voornaamste overwegingen die de interpellant voornemens is uiteen te zetten.

2. De voorzitter leest die schriftelijke verklaring voor.

3. De interpellatie komt achteraan de dagorde, behoudens andersluidende beslissing van den Senaat.

4. De uiteenzetting van een interpellatie mag een half uur niet overschrijden.

5. Na de uitleggingen van de Regeering, mogen ten hoogste vier sprekers nog het woord voeren, doch gedurende slechts tien minuten. In die vier sprekers, is de interpellant begrepen. Hij heeft recht op voorrang.

6. Op verzoek van één vijfde der leden van den Senaat, kan de interpellatie worden vastgesteld op een nadere vergadering of, in overeenstemming met de Regeering, op de vergadering zelf. In dit geval, is geenerlei beperkingsmaatregel toepasselijk.

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELDE**

tot haar bekendmaking in het *Bulletijn van Vragen en Antwoorden*. Van dit besluit wordt aan de indieners door de zorgen van den griffier kennis gegeven.

Interpellaties.

ART. 33. — 1. (Als hiernaast.)

2. (Als hiernaast.)

3. De interpellatie komt achteraan de dagorde. *De Senaat kan evenwel beslissen ze niet te hooren wanneer haar voorwerp van louter privaat of plaatselijk belang is of van dien aard dat zij het algemeen belang kan schaden.*

4. *Op verzoek van een vijfde der aanwezige leden, kan de interpellatie worden vastgesteld op een nadere vergadering of, in overeenstemming met de Regeering, op de vergadering zelf.*

5. De uiteenzetting van een interpellatie mag een half uur niet overschrijden, tenzij beslissing van den Senaat. De spreektijd der andere sprekers dan de interpellant mag niet 10 minuten overschrijden.

(Te doen wegvallen.)

HUIDIGE TEKST

—

HOOFDSTUK V.

VERLOF.

ART. 35. — Geen senator mag nalaten een openbare vergadering of een commissievergadering, waarvan hij lid is, bij te wonen, zonder den voorzitter te hebben verwittigd.

HOOFDSTUK VI.

ORDEMAATREGELEN.

Terugroeping tot de orde.

ART. 36. — Verwekt een lid wanorde, zoo wordt hij bij name door den voorzitter tot de orde teruggeroepen; in geval van verzet, raadpleegt de voorzitter de vergadering. Handhaaft deze de terugroeping tot de orde, zoo wordt hiervan melding gemaakt in de notulen.

Het betrokken lid en een door hem aangewezen lid mogen ieder gedurende vijf minuten het woord nemen. De Senaat doet uitspraak bij zitten en opstaan.

Censuur. — Uitsluiting.

ART. 37. — De censuur met inschrijving in de notulen of de tijdelijke niet-toelating tot het paleis der vergadering kan, op voorstel van den voorzitter, door den Senaat worden uitgesproken tegen het lid dat wanorde verwekt.

TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD

—

ART. 35. — Geen senator mag nalaten een openbare vergadering bij te wonen, *zonder den voorzitter van den Senaat verwittigd te hebben, noch nalaten een vergadering van een commissie waarvan hij lid is, bij te wonen, zonder den voorzitter dezer commissie verwittigd te hebben.*

Terugroeping tot de orde.

ART. 36. — 1. *Stoort een lid de orde, zoo wordt hij bij name door den voorzitter tot de orde teruggeroepen.*

2. *In geval van herhaling, roept de voorzitter andermaal den betrokkene tot de orde terug, met vermelding in de notulen.*

Uitsluiting.

3. *Volhardt het lid, dan spreekt de voorzitter zijn tijdelijke verwijdering van het paleis der vergadering uit.*

4. *Het tot de orde teruggeroepen of uitgesloten lid kan hiertegen in beroep komen bij het Bureau van den Senaat na afloop der vergadering. Op een latere vergadering deelt de voorzitter aan den Senaat mede welk gevolg aan dit beroep werd gegeven (1).*

(1) Artikel 37 valt weg.

ART. 37. — (Te doen wegvallen.)

HUIDIGE TEKST

Enkel het lid tegen wien een of ander der maatregelen bedoeld in dit artikel wordt voorgesteld, en een door hem aangewezen lid, mogen zich gedurende ten hoogste vijf minuten verantwoorden.

ART. 38. — De uitsluiting brengt mede het verbod deel te nemen aan de werkzaamheden van den Senaat en zich weder te vertoonen in het paleis der vergadering.

ART. 39. — Zij geldt voor het overige deel der vergadering gedurende dewelke zij wordt uitgesproken.

ART. 40. — Indien de uitgesloten senator niet voldoet aan het bevel den Senaat te verlaten, hetwelk hem door den voorzitter wordt gegeven, wordt de vergadering geschorst of gesloten.

In dit geval, loopt het lid van rechtswege de uitsluiting op, gedurende de acht volgende vergaderingen.

ART. 41. — Het lid dat de tijdelijke uitsluiting heeft opgelopen, kan de gevolgen daarvan doen ophouden vanaf den dag na dien waarop de maatregel genomen werd, door schriftelijk te verklaren « dat hij betreurt de beslissing van den Senaat te hebben miskend ». Die verklaring wordt ter vergadering door den voorzitter voorgelezen.

ART. 42. — De bepaling van het vorig artikel is niet van toepassing op het lid dat in den loop van hetzelfde zittingsjaar, voor de derde maal de tijdelijke uitsluiting heeft opgelopen; in dat geval, geldt deze uitsluiting voor vijftien vergaderingen.

TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD

ART. 38. — De uitsluiting brengt mede het verbod deel te nemen aan de werkzaamheden van den Senaat en zich weder te vertoonen in het paleis der vergadering.

Zij geldt voor het overige deel der vergadering gedurende dewelke zij wordt uitgesproken. (Vroeger art. 39.)

ART. 40. — Indien de uitgesloten senator niet voldoet aan het bevel *het paleis te verlaten, dan schorst of sluit de voorzitter de vergadering en geeft aan de van dienst zijnde wacht de noodige bevelen om zijn besluit te doen uitvoeren.*

In dit geval, loopt het lid van rechtswege de uitsluiting op, gedurende de *tien* volgende vergaderingen (1).

(1) De artikelen 41 en 42 vallen weg.

ART. 41. — Valt weg.

ART. 42. — Valt weg.

HUIDIGE TEKST

—

HOOFDSTUK VII.

WETSONTWERPEN EN VOORSTELLEN.

ART. 48. — I. Wil een senator een voorstel indienen, zoo stelt hij dit op in den vorm van een wetsontwerp, behalve in geval deze vorm niet geschikt zij voor het onderwerp; hij onderteekent het voorstel en legt het ter tafel bij het bureau, hetzij in dubbelen tekst, hetzij in een van beide talen naar keuze van den indiener; in dit laatste geval doet het bureau het vertalen.

2. Het wordt met de toelichting verwezen naar de bevoegde commissie die bij den Senaat verslag uitbrengt over de ontvankelijkheid van het voorstel.

3. Het verslag wordt gedrukt in beide talen en rondgedeeld vóór de vergadering waarop de inoverweging-neming ter behandeling komt.

Amendementen.

ART. 52. — Ieder senator mag amendementen, sub-amendementen of toe te voegen artikelen voorstellen en toelichten.

Hij moet die schriftelijk opstellen, onderteekenen en ter tafel leggen bij het bureau.

Amendementen, sub-amendementen en toe te voegen artikelen mogen niet in behandeling komen vooraleer zij door twee leden ondersteund zijn.

Worden zij na de sluiting van de algemeene beraadslaging ter tafel gelegd, zoo dienen zij door vijf leden te worden ondersteund.

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD**

—

ART. 48. — I. (Als hiernaast).

2. *Is de voorzitter van oordeel dat het voorstel mag worden besproken, dan wordt het gedrukt in de beide talen en rondgedeeld vóór de vergadering waarop de inoverweging-neming ter behandeling komt.*

3. *In tegenovergesteld geval verwijst hij het met de toelichting naar de bevoegde commissie die bij den Senaat verslag uitbrengt over de ontvankelijkheid van het voorstel. Is dit verslag gunstig, dan wordt het gedrukt in beide talen en rondgedeeld met het wetsvoorstel vóór de bespreking van de inoverweging-neming.*

Amendementen.

ART. 52. — (Als hiernaast) (1).

(1) De laatste drie alinea's vallen weg.

HUIDIGE TEKST

—

Worden zij overgelegd vóór den dag waarop zij in behandeling komen, zoo worden zij vertaald en in tweetaligen tekst rondgedeeld.

Worden zij gedurende de bespreking ingediend, zoo kunnen zij in eentaligen tekst ter stemming worden gelegd.

In geval van aanneming, zorgt het bureau ervoor, dat de aldus gewijzigde artikelen vóór de tweede stemming worden vertaald.

Bespreking en stemming der begrotingen.

ART. 57. — Behoudens andersluitende beslissing van de vergadering :

1^o Wordt vanaf de maand November, de voorrang gegeven aan de bespreking en aan de stemming van de begrotingen;

2^o Duurt de behandeling van een begroting of van een groep begrotingen, bij den Senaat ingediend — met inbegrip van de artikelsgewijze behandeling — ten hoogste drie dagen;

3^o Duurt de behandeling van een begroting of van een groep begrotingen door de Kamer der Volksvertegenwoordigers overgemaakt, ten hoogste twee dagen;

4^o Mogen bij de artikelsgewijze behandeling de redenaars ten hoogste gedurende tien minuten spreken.

Een lid, ingeschreven als redenaar bij de algemeene behandeling eener begroting, en afwezig op het oogenblik dat de voorzitter hem het woord verleent, wordt definitief van de lijst der sprekers afgevoerd.

Voor het overige zijn de bepalingen van de artikelen 22, 27 en 51 toepasselijk op de behandeling der begrotingen.

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD**

—

Bespreking en stemming der begrotingen.

ART. 57. — (Als hiernaast.)

4^o *Wordt bij de artikelsgewijze behandeling de spreektijd beperkt tot ten hoogste tien minuten.*

Een lid, ingeschreven als redenaar bij de algemeene behandeling eener begroting, en *afwezig* op het oogenblik dat de voorzitter hem het woord verleent, wordt definitief van de lijst der sprekers afgevoerd.

Voor het overige zijn de bepalingen van de artikelen 22, 27 en 51 toepasselijk op de behandeling der begrotingen.

HUIDIGE TEKST

—

HOOFDSTUK VIII.

COMMISSIEN.

Benoeming.

ART. 59. — Bij iedere vernieuwing van den Senaat, en na aanstelling van het Bureau, wordt er overgegaan tot de benoeming van de vaste commissiën waarvan de bevoegdheid, ten aanzien van de diensten der ministerieele departementen, door het Bureau wordt bepaald; alsmede van een commissie voor de verzoekschriften en van een commissie voor de naturalisatiën.

Iedere commissie telt 22 leden die door den Senaat worden aangeduid, overeenkomstig de regelen bij artikel 2 bepaald voor de aanduiding der leden van de commissie tot onderzoek der geloofsbrieven.

Een bijzondere commissie, naar luid van artikel 61 samengesteld, is desvoorkomend belast met het onderzoek van het wetsontwerp bevattende de Algemeene Rijksbegroting.

Al deze commissiën blijven fungeeren tot de eerstvolgende gewone of buitengewone vernieuwing van den Senaat.

Bij vacature, wordt daarin van ambtswege voorzien, door de aanduiding der senatoren die de vroegere titularissen vervangen.

ART. 62. — Behoudens andersluidende beslissing van de commissie, mogen de leden van den Senaat de vergaderingen bijwonen van de commissiën waarvan zij geen deel uitmaken, en daar gehoord worden, doch zij stemmen niet mede.

Verzoekschriften.

ART. 64. — I. De commissie voor verzoekschriften brengt verslag uit over de verzoekschriften waarbij zij

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD**

—

Benoeming.

ART. 59. — (Als hiernaast.)

(Als hiernaast.)

Een bijzondere commissie, naar luid van artikel 61 samengesteld, is belast met het onderzoek van het wetsontwerp bevattende de Algemeene Rijksbegroting.

Al deze commissiën blijven fungeeren tot de eersivolgende vernieuwing van den Senaat.

Bij vacature, gaat het Bureau over tot de aanduiding van het nieuwe lid.

ART. 62. — Behoudens andersluidende beslissing van de commissie, mogen de leden van den Senaat de vergaderingen bijwonen van de commissiën waarvan zij geen deel uitmaken, en daar gehoord worden, doch zij stemmen niet mede.

Verzoekschriften.

ART. 64. — I. (Als hiernaast.)

HUIDIGE TEKST

dit nuttig acht; ook over die waarvoor haar zulks door een lid schriftelijk of ter openbare vergadering wordt gevraagd.

2. Een lijst opgevende den zakelijken inhoud van die verzoekschriften, met de besluiten volgens de verslagen der commissie, wordt gedrukt, rondgedeeld en achteraan de agenda der eerstvolgende vergadering gebracht.

3. Beslist echter de commissie tot spoedige behandeling, of wordt zulks uitdrukkelijk door een lid gevraagd, zoo bepaalt de Senaat een dag daartoe.

4. De commissie beslist omtrent de verzoekschriften die geen aanleiding geven tot verslag. Haar beslissingen worden bij afzonderlijke lijst bekendgemaakt.

Commissie voor parlementairen arbeid.

ART. 65. — 1. Na iedere vernieuwing van den Senaat wordt een commissie ingesteld die tot opdracht heeft den stand van de werkzaamheden der vergadering te onderzoeken en een werkplan op te maken, waarin bovendien de modaliteiten van zijn toepassing en de voorwaarden van zijn uitvoering worden voorzien.

2. Deze commissie bestaat uit den voorzitter, de ondervoorzitters, en zes afgevaardigden die de politieke samenstelling van de vergadering vertegenwoordigen.

3. De Regeering die op bijzondere wijze door den voorzitter van den Senaat zal kennis krijgen van dag en uur der bijeenkomst van de commissie, mag dezelve bijwonen en haar advies doen kennen.

4. De voorstellen van de commissie worden aan de goedkeuring van den Senaat onderworpen.

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD**

2. (Als hiernaast.)

3. Beslist echter de commissie tot spoedige behandeling, of wordt zulks uitdrukkelijk door een lid gevraagd, zoo bepaalt *de voorzitter* een dag daartoe.

4. (Als hiernaast.)

Commissie voor parlementairen arbeid.

ART. 65. — 1. (Als hiernaast.)

2. Deze commissie bestaat uit den voorzitter, de ondervoorzitters en zes *leden aangeduid door het Bureau.*

3. (Als hiernaast.)

4. (Als hiernaast.)

HUIDIGE TEKST

5. Indien deze voorstellen tot debat aanleiding geven, mogen ten hoogste zes leden gedurende hoogstens tien minuten het woord voeren.

6. De bij de vorige alinea voorziene beperkingen zijn niet toepasselijk, zoo de aanvraag uitgaat van één vijfde der leden van den Senaat.

7. Het door den Senaat geregeld werkplan wordt aangeplakt en rondgedeeld.

8. Het mag nadien slechts gewijzigd worden door een stemming uitgebracht op initiatief, hetzij van den voorzitter van den Senaat, hetzij van de commissie voor parlementairen arbeid, hetzij van de Regeering, of door een stemming uitgebracht over een schriftelijk voorgedragen motie die wordt gesteund door één vijfde van de leden van den Senaat. In dit geval, zijn de beperkingen van het aantal redevoeringen en van den spreektijd, voorzien bij alinea 5 van dit artikel, toepasselijk.

HOOFDSTUK XI.

QUAESTUUR EN GELDELIJK BEHEER.

Betrekkingen van de Quaestuur met de Kamer.

ART. 72. — Met hun collega's van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, nemen de quaestoren alle maatregelen tot onderhoud van het paleis; ook zulke maatregelen als waarbij beide Kamers gemeenschappelijk belang hebben.

TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD

5. Valt weg.

6. Valt weg.

7. (5) Het door den Senaat *vastgesteld* werkplan wordt aangeplakt en rondgedeeld.

8. Valt weg.

Functies van de Quaestoren.

ART. 72. — *De quaestoren zijn belast met al de maatregelen betreffende het ceremonieel, het materieel en de uitgaven van den Senaat.*

Al de ambtenaren en bedienden staan onder hun hooge leiding.

Betrekkingen van de Quaestuur met de Kamer.

Zij plegen overleg met hun collega's van de Kamer der Volksvertegenwoordigers voor alle maatregelen tot onderhoud van het paleis en voor al deze waarbij beide *Vergaderingen* gemeenschappelijk belang hebben.

HUIDIGE TEKST

TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD

HOOFDSTUK XII.

GRIFFIER.

ART. 77. — Zonder oorlof vanwege het bureau, mag hij geen enkel stuk uit het archief aan iemand anders mededeelen, dan aan leden van den Senaat.

ART. 87. — De ambtenaren, beambten en dienstlieden van den Senaat staan, wat de tucht betreft, onder het gezag van den griffier.

ART. 77. — *Hij regelt de dienstorde, heeft het toezicht over het werk van het personeel der bureelen en oefent zijn gezag uit over al de ambtenaren en bedienden.*

ART. 77bis. — Zonder oorlof vanwege het bureau, mag hij geen enkel stuk uit het archief aan iemand anders mededeelen dan aan leden van den Senaat.

ART. 87. — Valt weg (ten gevolge van de wijzigingen toegebracht aan art. 77).